

Les Canadiens les mieux nantis se sont enrichis aux dépens de la classe moyenne

Presse Canadienne
OTTAWA

Les riches se sont enrichis et la classe moyenne s'est appauvrie au cours de la dernière décennie, pendant que les pauvres, eux, conservaient leur (maigre) part du gâteau.

Selon Statistique Canada, les 20 p. cent des Canadiens ayant les plus gros revenus au pays (des revenus supérieurs à 64 000 \$) ont vu passer leur part du revenu national à 41,9 p. cent, ce qui équivaut à une hausse de 5 p. cent par rapport au début de la décennie 80.

Cet enrichissement s'est fait entièrement aux dépens des Canadiens à revenus moyens — la majorité de la population, soit 60 p. cent des ménages, dont les revenus annuels totaux s'échelonnent entre 18 000 \$ et 64 000 \$.

Si les membres de la classe moyenne ne gagnent plus une aussi grosse portion du revenu national, ils se débrouillent néanmoins mieux

qu'en 1981. Le revenu moyen des ménages atteignait 43 838 \$ en 1989, soit 4,6 p. cent de plus qu'en 1981, après ajustement pour tenir compte du taux d'inflation.

Quant aux 20 p. cent de ménages ayant les revenus les plus bas, ils se partageaient en 1989 les mêmes 5,2 p. cent du revenu total qu'en 1981.

Les revenus réels des ménages ont diminué depuis le début des années 80, mais à partir de 1984, le vent a tourné et ils ont commencé à grimper.

Statistique Canada base ses chiffres sur le revenu annuel plutôt que la richesse personnelle, et ses données ont été colligées à partir de plusieurs enquêtes menées auprès d'environ 39 000 ménages canadiens, au printemps de 1990.

Ces chiffres ne tiennent pas compte des taxes et impôts qui peuvent réduire l'argent que les gens ont à dépenser, même si leur revenu réel augmente.

Les données de l'agence fédérale révèlent par ailleurs que chez les Canadiens appartenant au cinquième de la population qui gagne le moins, le nombre de propriétaires de maisons a diminué. Environ 39,2 p. cent d'entre eux possédaient une maison en 1990, contre 45,9 p. cent en 1980.

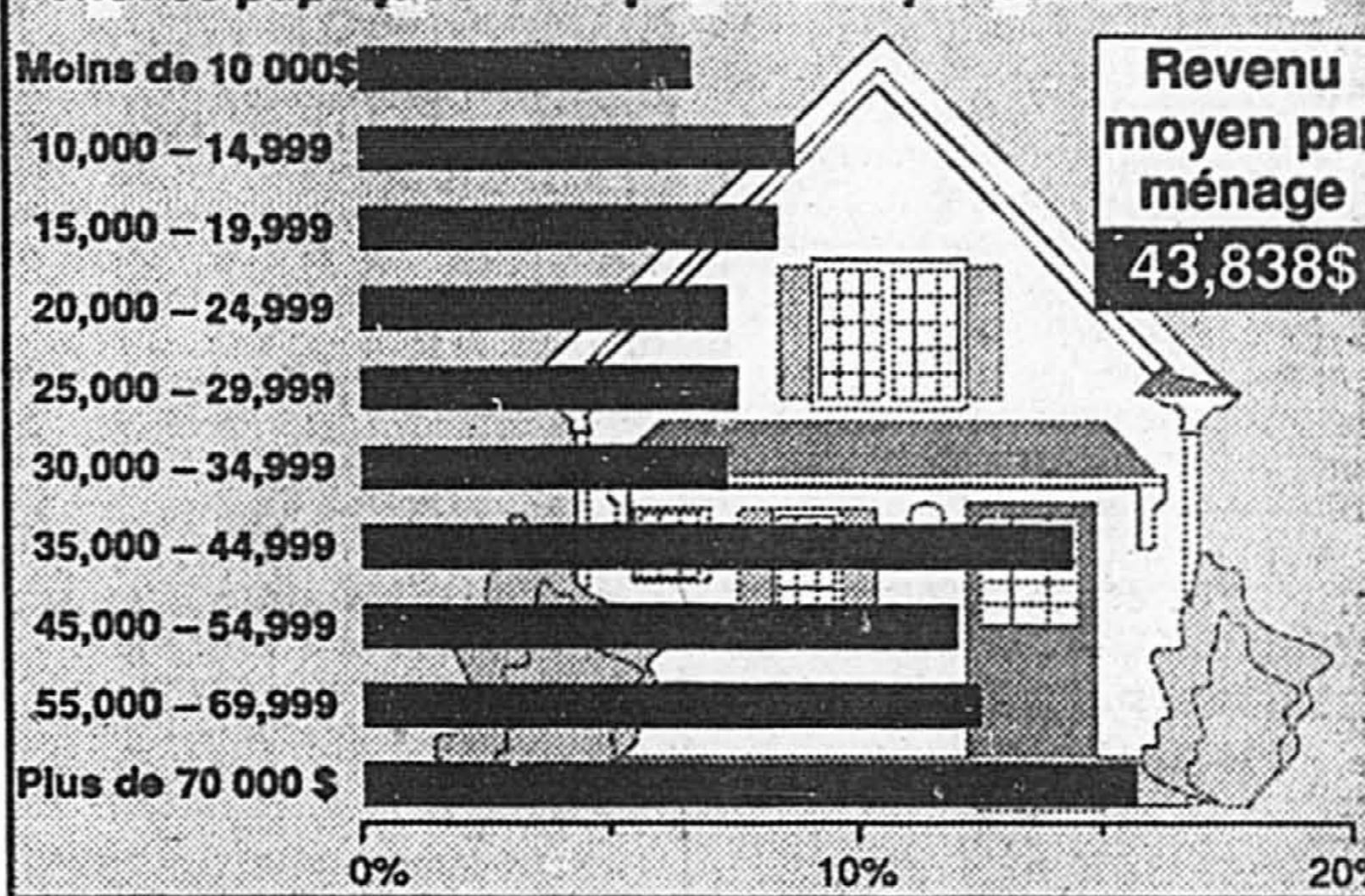
Comment les Canadiens aisés dépensent-ils leurs deniers?

Environ 86,5 p. cent des Canadiens ayant les plus gros revenus possédaient une maison, contre 83,5 p. cent en 1980. Comme articles ménagers, les bien nantis étaient les plus susceptibles de posséder des fours micro-ondes, des magnétoscopes, des ordinateurs, des lecteurs de disques compacts et des bateaux.

L'éventail des revenus moyens des Canadiens des différentes provinces en 1989 variait de 50 588 \$ pour les Ontariens à 34 273 \$ pour les résidents de l'Île-du-Prince-Édouard. Les Québécois se situaient au milieu de l'échelle, avec des revenus de 39 150 \$.

Revenus des ménages

Pourcentage de répartition des familles par rapport aux revenus des ménages en 1989, selon les données rendues publiques lundi par Statistique Canada



Source: Statistique Canada

Sylvie Caron - (pc)

La récession continuera de frapper durement au cours du premier trimestre de 91.

— Statistique Canada

RICHARD DUPAUL

La récession, qui a complètement paralysé l'économie canadienne à la fin de 1990, pourrait être tout aussi sévère au cours du premier trimestre de 1991, signale un important indicateur de l'activité économique.

Statistique Canada a annoncé hier que son « indicateur économique avancé » (un indice qui tente de prévoir l'évolution de l'économie environ trois mois à l'avance) a reculé de 0,7 p. cent au mois de novembre par rapport au mois précédent. C'est la plus forte baisse enregistrée depuis le début de la récession (mars 1990).

L'indicateur économique avancé fait la synthèse des tendances dans différents secteurs d'activité (marchés financiers, dépenses de consommation, exportations, etc.). Au mois d'octobre, il avait régressé de 0,6 p. cent.

Aucun des secteurs suivis par l'IEA n'a enregistré de progrès. L'immobilier et l'automobile ont continué à perdre du terrain et la situation de ces industries semble maintenant « aussi mauvaise » que durant la récession 1981 et 1982, a noté l'agence fédérale.

Chute en novembre

Généralement, les experts prennent avec un grain de sel les messages envoyés par l'IEA; on reproche à l'indice d'être parfois imprécis, et celui-ci reflète souvent la situation actuelle au lieu de prédire l'avenir. Toutefois, l'ampleur de la chute en novembre « est telle qu'il faut croire que l'économie passera une période encore difficile au premier trimestre de 1991 », explique M. Earl Sweet, économiste à la Banque Royale.

La semaine dernière, Statistique Canada rapportait que l'économie s'était contractée de 0,8 p. cent en novembre (ou environ 4 p. cent sur une base annuelle) après avoir décliné de 0,1 et de 0,7 p. cent respectivement en octobre et en septembre.

Selon M. Lloyd Atkinson, économiste en chef de la Banque de Montréal, la baisse récente des taux d'intérêt devrait insuffler un peu de vie à l'économie. Mais les

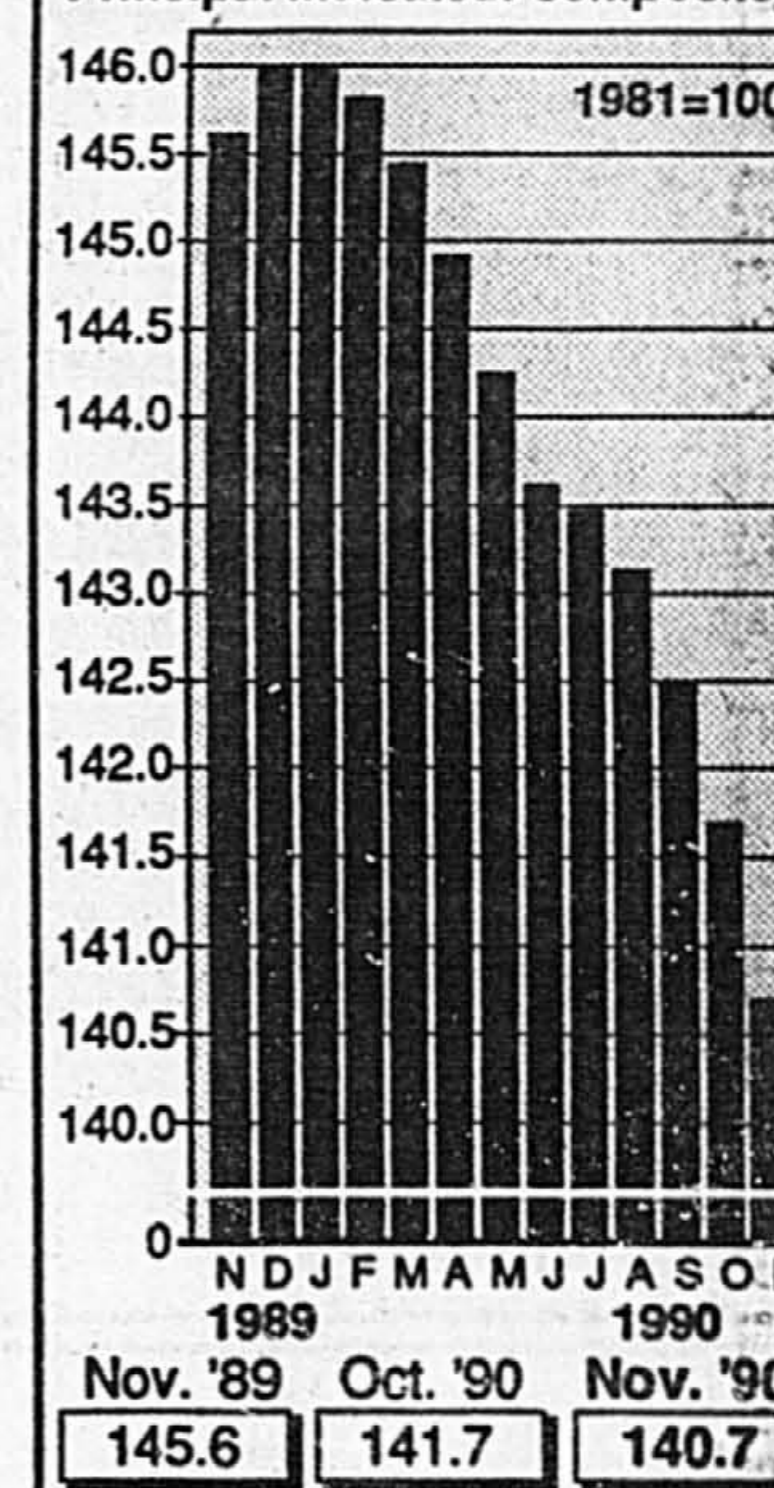
effets de cette mesure ne se feront pas sentir avant plusieurs mois. Aussi, il prévoit que les taux continueront à baisser dans les prochaines semaines étant donné que l'inflation ne semble plus constituer une menace.

Sur une note encourageante, les économistes sont toujours convaincus que l'économie prendra du mieux à l'été. Mais il faut prévoir une relance « assez lente et peu spectaculaire », précise M. Sweet.

Entre-temps, les experts préviennent que les nouvelles s'annoncent passablement mauvaises. Notamment, on prévoit une progression du niveau de chômage dans les prochains mois, comme l'indiquent les nombreuses mises à pied annoncées durant le mois de janvier.

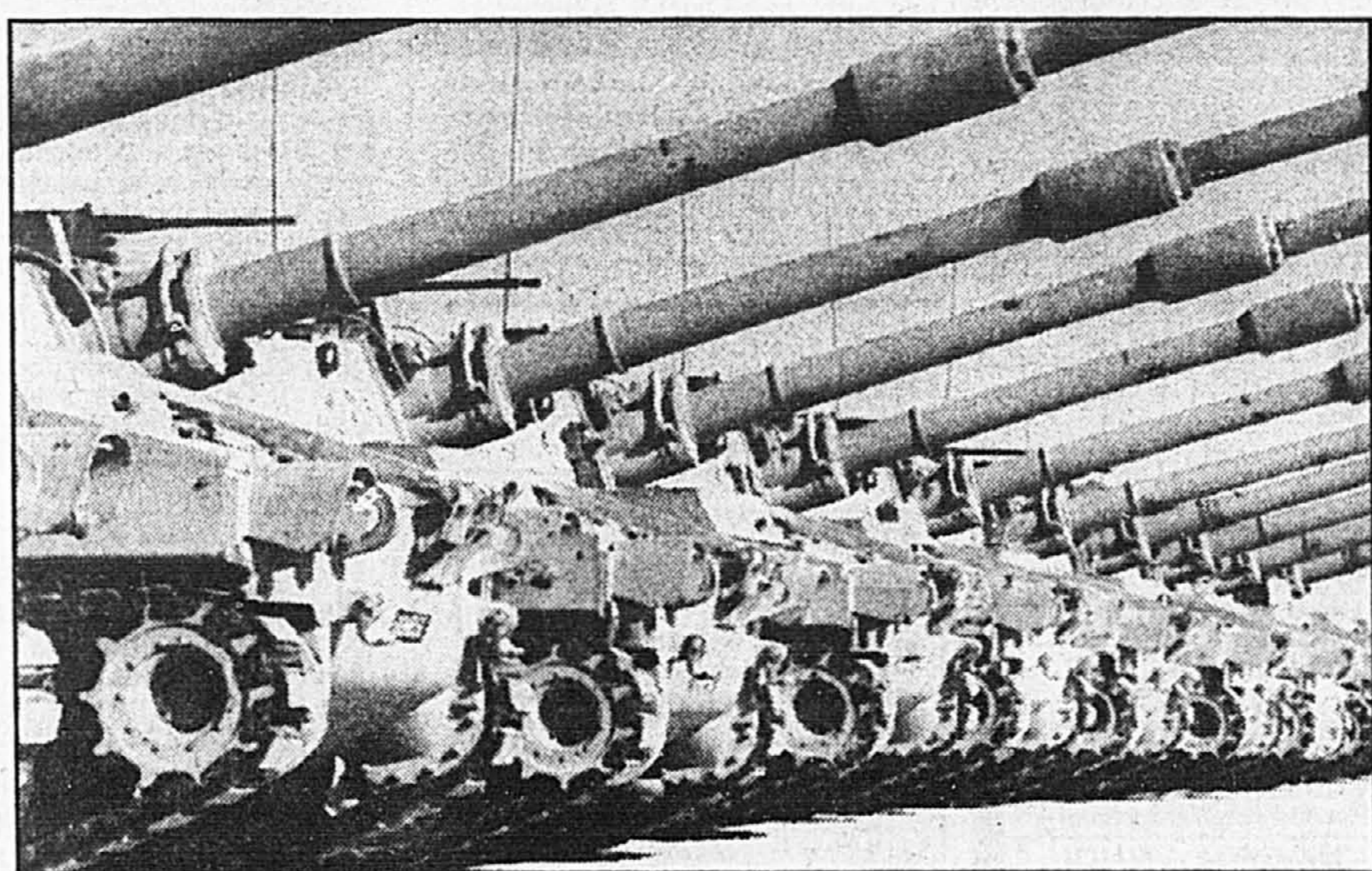
Indicateur principal

Principal indicateur composite



Source: Statistique Canada (PC)

L'indicateur économique avancé, qui s'établissait à 100 en 1981, a plongé de 0,7 p. cent pour atteindre 140,7 points en novembre.



Guerre du Golfe: peu d'impact sur l'industrie québécoise

LISA BINSSE

À moins que la guerre dans le golfe Persique ne perdure ou que le Canada ne décide de participer à une éventuelle guerre terrestre, le conflit contre l'Irak n'aura pas d'impact majeur sur l'industrie de la défense au Québec.

« Toute retombée risque d'être relative », a dit hier

Pierre Fournier, professeur de science politique à l'Université du Québec, à Montréal, et membre du Groupe de recherche sur l'industrie militaire et la reconversion.

Si la guerre ne devait durer qu'un mois, a-t-il expliqué, il s'agirait d'une guerre d'inventaires. Mais le portrait pourrait changer si les hostilités se poursuivent ou si le Canada optait pour une participation de ses troupes terrestres.

Un survol des plus importantes entreprises du secteur de la défense indique clairement que, pour l'instant, l'industrie québécoise n'a ressenti qu'un impact minime.

Robert Racine, porte-parole des Produits de défense SNC, n'a pas voulu se prononcer sur des questions hypothétiques, à savoir qu'advierait-il si la guerre devait se poursuivre. Il juge difficile de faire

SUITE À LA PAGE C 7

Chute du bénéfice de Canadien Pacifique

Le bénéfice du conglomerat Canadien Pacifique a chuté de moitié l'an dernier en raison de la faiblesse de l'économie canadienne, et plus particulièrement du marché des produits forestiers.

L'entreprise montréalaise a réalisé un bénéfice net de 355,3 millions, soit l'équivalent de 1,11 \$ par action ordinaire, en 1990, comparativement à 745,2 millions, ou 2,35 \$ l'action, l'année précédente. Le résultat comparatif de 1989 inclut par ailleurs un bénéfice extraordinaire de 80,6 millions (26 cents l'action) tiré de la vente de la division du vrac de CP Navigation.

« La diminution du bénéfice de 1990 traduit principalement la faiblesse des marchés des produits forestiers, surtout la pâte et le papier journal, le début de la récession en Amérique du Nord, la revalorisation du dollar canadien et les taux d'intérêt élevés »,

explique la direction de l'entreprise dans un communiqué.

Le fait est que la division des Produits Forestiers Canadien Pacifique a apporté une quote part négative de 7,5 millions au bénéfice consolidé, à comparer avec un ajout positif de 175,4 millions l'année précédente.

La Société Immobilière Marathon, particulièrement frappée par les hauts taux d'intérêt, a aussi vu un revirement majeur avec un déficit de 42,1 millions, contre des profits de 84,2 millions un an plus tôt. La société d'évaluation de crédit Dominion Bond Rating Service a d'ailleurs sonné l'alarme hier à l'égard des titres de dettes de la société immobilière, évoquant la possibilité d'une révision à la baisse de sa cote. Par contre, le bénéfice tiré du chemin de fer s'est considérablement accru.



Claude Picher

Pourquoi Prague?

Ça devait être un repas léger, comme ça, sur l'heure du midi. Deux heures plus tard, après trois abondants et généreux services, arrosés de vin, de bière, et précédés de Becherovka, l'apéro national tchèque, tous les convives sont pleins à rabord, mais le plat principal reste encore à venir.

Et voici qu'il arrive, ce plat principal que tout le monde appréhende: une vaste tranche de bœuf, surmontée d'une substantielle tranche de porc, surmontée d'une épaisse tranche de dinde, surmontée d'une riche tranche de jambon de Prague, le tout nappé d'une solide sauce au fromage. Et accompagné, comme il se doit, de crêpes, de patates, et de quelques autres affaires que j'aime mieux oublier.

Vert, tirant légèrement sur le violet, le ministre John Ciaccia contemple cette montagne d'aliments, sourit, cligne malicieusement de l'oeil, et commente: « repas léger, hein? »

C'était, sans doute, la meilleure façon d'affronter la redoutable hospitalité tchèque. Les Tchèques, lorsqu'il s'agit de recevoir, ne lésinent pas, ni sur la quantité, comme on vient de le voir, ni sur la qualité (parce que tout cela était aussi

bien appretté que dans n'importe quel restaurant qui se respecte). Mais, peuple hautement civilisé, ils apprécient aussi l'humour...

L'accueil que le ministre québécois a reçu, la semaine dernière, dans la capitale tchécoslovaque, est tout à fait à l'image de l'étonnante relation qui s'est développée ces derniers mois entre le Québec et la Tchécoslovaquie. Pour ce deuxième voyage officiel en moins d'un an dans ce pays d'Europe centrale, le ministre Ciaccia a été, encore une fois, reçu à bras ouverts et avec un intérêt surprenant. Et pas seulement par les officiels du gouvernement; la veille, quelques journalistes tchèques l'attendaient à l'aéroport, même si son arrivée n'avait fait l'objet d'aucune annonce particulière...

Pourtant, rien, absolument rien, ni dans l'histoire, ni dans la langue, ni dans la culture, ni dans les traditions, ne relie vraiment les sociétés québécoise et tchécoslovaque. Comment se fait-il alors, qu'un tel climat de confiance s'est créé aussi rapidement entre les deux?

C'est d'abord une question d'économie. Et, comme à chaque fois qu'il est question de gros sous, tout s'est passé à une vitesse inouïe.

L'histoire a commencé à Davos, en Suisse, il y a un an presque jour pour jour. À chaque hiver, Davos est le théâtre du World Economic Forum, un rassemblement extraordinaire de gens d'affaires, chefs d'État, économistes, banquiers, financiers, ministres, universitaires qui se réunissent pour réfléchir sur l'avenir économique (et politique) de la planète.

La Tchécoslovaquie, émergeant tout juste de 40 ans de sclérose économique, avait envoyé une petite délégation d'observateurs. Il y avait aussi, à Davos, l'homme d'affaires britannique Robert Maxwell (originaire de Tchécoslovaquie). M. Maxwell était déjà, à ce moment, fortement implanté au Québec (Donohue, Quebecor), et connaissait bien le premier ministre Robert Bourassa, qui se trouvait lui aussi à Davos (quand je vous dis que le World Economic Forum réunit du monde important!).

Toujours est-il qu'un soir, après les conférences officielles, tout ce beau monde se retrouve autour d'une table. M. Bourassa, qui a en tête le développe-

ment du marché de l'Est, invite officiellement les Tchécoslovaques à visiter le Québec. Ceux-ci acceptent. Entretemps, les contacts se multiplient. En novembre, le Conseil d'affaires tchèque et slovaque du Québec, dirigé par l'homme d'affaires québécois André Bisson, voit le jour. Trois mois plus tard, le Conseil se voit accorder des locaux au centre-ville de Prague.

Le Québec a beaucoup à gagner dans cette affaire. Certes, le volume des échanges entre le Québec et la Tchécoslovaquie n'a pas été, jusqu'à présent, très important. Mais, année après année, il se solde par un important déficit pour le Québec. Au cours des cinq dernières années, le Québec a enregistré un déficit cumulatif de 124 millions de dollars avec la Tchécoslovaquie. Pire: plus de la moitié des exportations québécoises en Tchécoslovaquie, c'est l'amiante, un produit qui, veut vous pas, n'a pas beaucoup d'avenir. Il faut trouver d'autres produits et services à leur vendre.

D'autre part, les principaux produits d'exportation tchécoslovaques au Québec sont les textiles, tissus et chaussures, un secteur où les Tchécoslovaques ne peuvent espérer demeurer concurrentiels pendant longtemps. S'ils veulent garder notre clientèle, ils devront acheter davantage ici, et diversifier leurs achats. Il y a donc énormément de place pour une importante expansion du commerce entre ces deux partenaires qui s'ignoraient encore il y a un an à peine.

Les Tchèques et les Slovaques, d'autre part, ont été très rapides à comprendre que le Québec constituait un partenaire économique idéal. Les deux économies sont à peu près de la même taille. Les Québécois ne sont pas dangereux; il ne sont pas aussi envahissants que les Allemands, pas aussi puissants que les Japonais, pas aussi gros que les Américains. Mais ils ont des produits, une expertise, des technologies très très en avance sur ceux de la Tchécoslovaquie.

Voilà quelque chose qui commence à ressembler, des deux côtés de la clôture, à des occasions d'affaires pas ordinaires. D'autant plus que la Tchécoslovaquie, de tous les pays de l'Est, est de loin celui qui a le plus brillant avenir sur le plan économique. Mais avant d'atteindre la prospérité (dans le sens où nous l'entendons), elle a encore un long chemin à parcourir, comme nous le verrons jeudi.

SUN LIFE



C.L.F. Watchorn

John S. Lane, CFA, vice-président principal et directeur général pour le Canada, a le plaisir d'annoncer la nomination de C.L.F. (Lee) Watchorn, FSA, FICA, au poste de vice-président et vice-directeur général. Offrant une gamme diversifiée de services, la Sun Life est l'un des établissements financiers les plus importants du Canada; elle gère un actif de plus de 55 milliards de dollars.

DOMTAR

DOMTAR INC.

AVIS EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ qu'un dividende trimestriel de 25 cents par action a été déclaré pour le trimestre se terminant le 31 mars 1991, sur les actions privilégiées rachetables à dividende cumulé de 1\$ de la Société, payable le 1er avril 1991, aux actionnaires inscrits à la clôture des affaires le 1er mars 1991.

AVIS EST ÉGALEMENT DONNÉ qu'un dividende trimestriel de 0,5625\$ par action a été déclaré pour le trimestre se terminant le 31 mars 1991, sur les actions privilégiées rachetables au gré du porteur, 2,25\$, série A de la Société, payable le 2 avril 1991, aux actionnaires inscrits à la clôture des affaires le 1er mars 1991.

AVIS EST ÉGALEMENT DONNÉ qu'un dividende trimestriel de 0,525\$ par action a été déclaré pour le trimestre se terminant le 31 mars 1991, sur les actions privilégiées rachetables à dividende cumulé de 2,10\$ série B de la Société, payable le 2 avril 1991, aux actionnaires inscrits à la clôture des affaires le 1er mars 1991.

PAR ORDRE DU CONSEIL
Le Vice-président et Secrétaire
GILLES PHARAND

Montréal (Québec)
Le 31 janvier 1991

Société pour l'expansion des exportations
Export Development Corporation



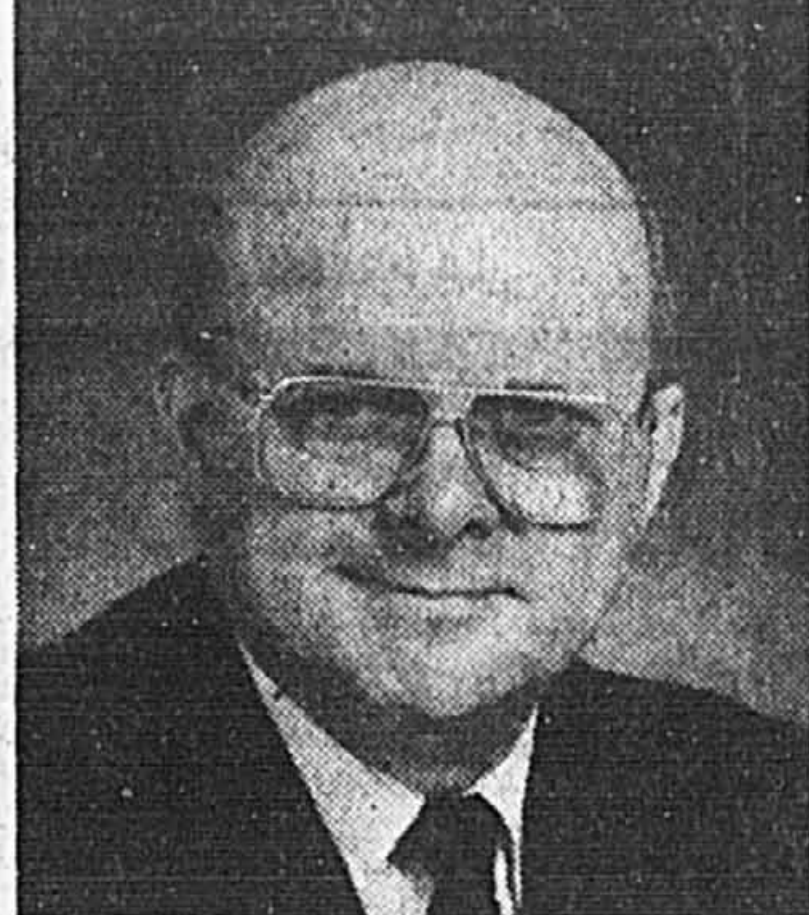
Peter Foran
Vice-président
WESTERN CANADA

M. R.L. Richardson, Président et Chef de la direction de la Société pour l'expansion des exportations (SEE), a le plaisir d'annoncer la nomination de Peter Foran au poste de vice-président, Ouest du Canada. Posté à Vancouver, M. Foran sera chargé d'offrir les services de la SEE à la clientèle de l'ouest canadien par l'intermédiaire du réseau de bureaux régionaux de la Société.

Entré à la Société en 1978, M. Foran occupait, avant sa présente nomination, le poste de directeur général au sein du groupe du Financement à l'exportation. Ses fonctions antérieures lui ont permis d'acquérir des connaissances et une expérience approfondies de différents marchés mondiaux, et tout particulièrement des pays d'Asie et de la bordure Pacifique, de même que de l'Europe.

La SEE est l'organisme officiel de crédit à l'exportation du Canada chargé d'offrir des services d'assurance-crédit à l'exportation, des prêts, des garanties et d'autres services financiers pour favoriser le commerce extérieur du Canada.

IAF BioChem



Dr Roger Perrault

Le Dr Francesco Bellini, président et chef de la direction de IAF BioChem International Inc., est heureux d'annoncer la nomination du Dr Roger Perrault au poste de président et chef de la direction de sa filiale IAF BioVac Inc.

Détenteur de doctorats dans le domaine de la médecine et membre de plusieurs associations médicales, le Dr Perrault a assumé, au cours des 20 dernières années, des responsabilités importantes liées à l'organisation et à l'exploitation des services transfusionnels de la Croix-Rouge.

IAF BioVac Inc. a pour mission de développer le secteur vaccins de IAF BioChem International Inc., une entreprise vouée à la recherche, au développement, à la fabrication et à la commercialisation de produits pharmaceutiques de haute qualité destinés au diagnostic, au traitement et à la prévention des maladies impliquant le système immunitaire.

Econo-flashes

Grosse commande pour BOMBARDIER

La filiale belge de Bombardier, BN SA, a reçu une commande de la Société Nationale des Chemins de Fer Belges (SNCF) pour la fourniture de matériel ferroviaire, soit 72 voitures intermédiaires pour des rames automobiles existantes. D'une valeur de l'ordre de 60 millions de dollars canadiens, cette commande représente l'exercice d'une option qui était incluse dans un contrat de 75 millions de dollars canadiens signé en juillet 1989 pour 68 voitures. Elle porte le carnet de commandes de BN à 800 millions de dollars canadiens. La société BN est un important concepteur et fabricant de matériel ferroviaire et de matériel de transport urbain et suburbain. Cette entreprise, située à Bruxelles, compte 2000 employés et fait partie du Groupe matériel de transport de Bombardier Inc. depuis 1988.



SHASPER fait des bénéfices

Le fabricant de vêtements Les Industries Shasper a clos le premier trimestre de l'exercice 1990-1991 avec un bénéfice net de 18 000 \$ sur des revenus de 6,4 millions comparativement à une perte nette de (10 000 \$) incluant la perte provenant d'activités abandonnées, sur des ventes de 6,8 millions à la période correspondante de l'exercice précédent. Selon la direction, le recul des ventes a été relativement peu prononcé (5,4 p. cent) compte tenu du fait que la période d'automne, qui est généralement la plus faible de l'exercice, a été de surcroît marquée cette année par l'impact particulièrement sévère de la récession sur l'industrie canadienne du vêtement. Le contrôle rigoureux des achats, stocks et frais de production à travers les onze divisions de la compagnie a résulté en une nouvelle amélioration de la marge brute, ce qui a permis de maintenir la valeur du profit brut à un niveau presque équivalent à celui de l'an dernier en dépit de la diminution des ventes. Cependant, les frais de vente et d'administration se sont accrues de 14 p. cent à la suite principalement de l'élargissement de l'organisation de vente et de production des deux nouvelles divisions mises sur pied l'an dernier.



Progrès chez LAPERRIERE & VERREAU

Fabricant de machinerie pour l'industrie des pâtes et papiers, y compris de l'appareillage informatique, le Groupe Laperrière et Verreault, de Trois-Rivières, annonce pour neuf mois d'exercice achevé en décembre un spectaculaire et double progrès de 125 p. cent des bénéfices ainsi que de 104,2 p. cent du chiffre d'affaires. Les ventes sont en effet passées à 178,9 millions et les profits nets à 2,7 millions ou 60 cents par action comparativement à 87,6 millions et 1,2 million ou 26 cents par action durant la période antérieure correspondante. Les administrateurs de Laperrière et Verreault soulignent que l'avenir reste prometteur pour la compagnie dont les recettes ont connu la moyenne mensuelle de 59,5 millions au dernier trimestre. Les résultats comprennent les activités de la nouvelle filiale du groupe, Laperrière & Verreault Ontario, Inc., dont les ateliers ont été acquis en septembre dernier.



Bénéfices semestriels en forte baisse, chez UNICAN

La compagnie montréalaise Unican Ltée, qui oeuvre surtout dans le domaine des systèmes de sécurité, y compris la serrurerie, et exporte aux États-Unis plus de la moitié de sa production, publie pour six mois d'exercice complété en décembre des résultats comprenant un chiffre d'affaires de 56,7 millions avec un bénéfice net de 648 000 \$, 8,8 cents par action, qui représentent un recul de 11 p. cent du volume des ventes de 60,3 millions et de 71 p. cent des profits de 2,2 millions ou 31 cents l'action enregistrés au cours de la même période en 1989. Unican précise que l'encaisse du semestre a permis de réduire de 3,3 millions la dette à court et long terme de l'entreprise, deux millions allant au paiement de l'actif de Precision Products, un fabricant de serrures à combinaison, notamment pour des coffres-forts, et 324 000 \$ pour acheter les installations de production d'ébauches de clés MRM, une firme en liquidation. Quelque 16 000 actions A et B d'Unican ont aussi été achetées au coût de 130 000 \$ pour annulation.



RPM TECH gagne davantage en vendant moins

La vente relativement modeste mais prometteuse de deux chasse-neige en Chine figure avec la réduction des coûts d'exploitation parmi les raisons du succès de la compagnie RPM Tech Inc. de Cap-Santé, laquelle publie pour six mois d'exercice complété en novembre un bénéfice net de 221 882 \$ ou quatre cents l'action pour un chiffre d'affaires de 11 millions. Il s'agit d'une hausse de 114 p. cent des profits et d'une baisse de 14 p. cent du volume des ventes enregistrées au cours de la période antérieure correspondante. RPM Tech, qui emploie une centaine de personnes dans ses locaux de Cap-Santé, Drummondville et de Toronto, fabrique des chasse-neige de calibre routier qu'elle adapte à des groupes propulseurs Ford. Avec un carnet de commandes de six millions, un porte-parole de la compagnie a dit envisager l'avenir avec confiance, récession ou pas.



La BANQUE ROYALE ouvre un fonds en dollars US

Alléguant notamment que «de nombreux Canadiens traversent la frontière pour placer leurs économies en dollars américains dans des institutions bancaires des États-Unis», la Banque Royale du Canada a inauguré un fonds commun du marché monétaire en dollar US qu'elle dit entièrement admissible comme placement dans le cadre des régimes d'épargne-retraite et des fonds de revenus de retraite. «Le nouveau fonds intéressera particulièrement ceux qui veulent parer aux baisses éventuelles du dollar canadien vis-à-vis l'américain», a commenté un porte-parole de la Banque Royale en soulignant que le fonds, composé de titres de créance émanant d'emprunteurs canadiens mais libellés en dollars US, échappent au plafond actuel de 12 p. cent de la teneur des REER ou des FERR en valeurs étrangères. Les Canadiens peuvent ainsi disposer d'un portefeuille de retraite entièrement en dollars US, a commenté la BR, qui ajoute que le rendement du nouveau fonds sera comparable à celui des certificats de dépôt à court terme vendus par les établissements financiers des États-Unis.



LABATT acquiert les laiteries de CANADA PAKERS

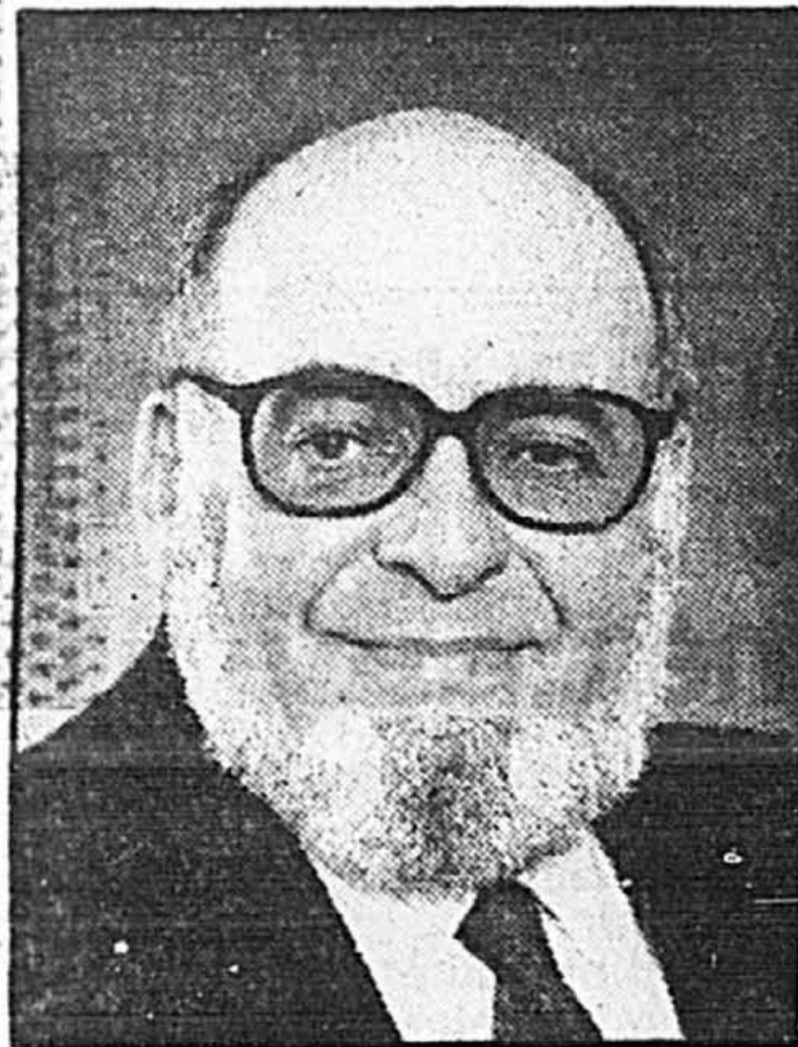
Le géant canadien de l'alimentation Canada Packers Inc. fait savoir qu'il a complété le 31 janvier la vente de ses actifs laitiers, dont la production fromagère Black Diamond, à une filiale de la société John Labatt, Ault Foods Ltd. Cette dernière, qui compte parmi les plus anciennes fromageries de l'Ontario, distribue notamment les produits Sealtest, Lactantia, Hagen-Dazs et Weight Watchers. Canada Packers, dont le chiffre d'affaires annuel dépasse trois milliards, conditionne et distribue un ensemble de produits comprenant notamment viandes, volailles, fruits de mer et articles de boulangerie frais ou congelés.



Entente de recherche entre PAPRICAN et Ottawa

Unifiant leurs efforts contre la pollution et autres obstacles au fonctionnement de cet important secteur industriel, le gouvernement fédéral a signé avec la fondation canadienne de recherche des pâtes et papiers Paprican une entente de cinq ans dans le cadre d'un nouveau programme de recherches dont le financement provenant de plusieurs sources totalisera quelque 60 millions, dont un bon tiers en provenance d'Ottawa. Organisme à but non lucratif voué à la recherche, Paprican est parrainé par l'Association canadienne des producteurs de pâtes et papiers, diverses universités, et des agences fédérales, dont le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, ainsi que Forêts Canada. Les compagnies papetières et forestières du pays ont fourni 90 p. cent du budget de Paprican en 1990, soit 28,5 millions. L'industrie des pâtes et papiers exporte les trois quarts des 20 milliards que représente sa production, employant aussi directement 80 000 personnes au Canada.

CANADIEN PACIFIQUE LIMITÉE
NOMINATION



Harvey M. Romoff

M. William W. Stinson, président du conseil et chef de la direction de Canadien Pacifique Limitée, annonce la nomination de M. Harvey M. Romoff au poste de vice-président général de la Société. M. Romoff, auparavant vice-président — Europe de même que président du conseil et chef de la direction à Canadien Pacifique Navigation, continuera à surveiller les investissements de Canadien Pacifique Limitée dans Canada Maritime Limited et dans Terminus Racine (Montréal) Limitée. Il sera en poste à Montréal.

Bell

Avis de dividendes
Le 23 janvier 1991 le conseil d'administration de Bell Canada a déclaré les dividendes suivants:

- payable le 15 mars 1991 aux détenteurs enregistrés à la fermeture des bureaux le 15 février 1991:
 - dividende No 15 de quarante-six cents et huit cent soixante-quinze millièmes (46,875¢) par action privilégiée de catégorie A, série 9, à dividende cumulé de 7,50%, rachetable.
- payable le 31 mars 1991 aux détenteurs enregistrés à la fermeture des bureaux le 28 février 1991:
 - dividende No 8 de neuf mille cinq cent cinquante dollars (9 550,00 \$) par action privilégiée de catégorie A, série 11 perpétuelle, à dividende cumulé à taux ajustable, rachetable.
 - payable le 31 mars 1991 aux détenteurs enregistrés à la fermeture des bureaux le 28 février 1991:
 - dividende No 4 de neuf mille neuf cent vingt-cinq dollars (9 925,00 \$) par action privilégiée de catégorie A, Série 13 perpétuelle, à dividende cumulé à taux ajustable, rachetable.

Guy Houle
Vice-président et secrétaire de la société

MOTORISÉ DE LUXE

PREVOST

«XL» MIRAGE 1988

NEUF

Jamais enregistré. Finition professionnelle de grand luxe. Motorisé de prestige complètement équipé.

DOIT ÊTRE VENDU.

Téléphonez à:
Maurice Tessier au
(514) 333-7070

ROYAL LePAGE

AVIS EST DONNÉ PAR LA PRÉSENTE que le conseil d'administration de la Société a déclaré un dividende de dix-sept cents et demi (0,175 \$) l'action sur les actions ordinaires de la Société pour la période allant du 1er octobre 1990 au 31 décembre 1990, payable le 25 février 1991 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 11 février 1991.

DATE à Toronto, ce 29e jour de janvier 1991.

Par ordre du Conseil
A. Marie Rennie
Secrétaire

FORFAIT RÉUNION
DU 10 MARS AU 3 MAI

PAR PERSONNE EN OCCUPATION DOUBLE
PAR JOUR (TAXE ET SERVICE EN SUS)
MINIMUM DE 10 CHAMBRES
À L'EXCEPTION DU 10 AU 14 AVRIL

- LA CHAMBRE
- LE PETIT DÉJEUNER
- LE DÉJEUNER
- LE DINER
- LE CAFÉ DES «LÈVE-TÔT»
- LA SALLE DE RÉUNION
- LES DEUX PAUSES CAFÉ
- LA PAUSE EXERCICE AVEC MONITEUR
- L'ACCÈS À LA PISCINE INTÉRIEURE, AU SAUNA, AUX BAINS TOURBILLON, À LA PATINOIRE, AUX PISTES DE SKI DE RANDONNÉE, AUX GLISSEDES

... SANS COMPTER LE SERVICE TOUT À FAIT COMPLÈTE!

70\$

LE MANOIR DU LAC DELAGE
HOTEL DE VILLEGIATURE ET CENTRE DE CONGRÈS
RESERVATIONS (418) 848-2551 1-800-463-2811
40, Ave du Lac, Ville du Lac Delage, (Québec) G0A 4P0

LA BMW DÉCAPOTABLE LA PLUS ABORDABLE QUI SOIT 469,95 \$**

LA LOCATION TRIPLE ÉTOILES DE CANBEC

295 \$*
318i BERLINE
IL N'Y A PAS QUE LE PRIX QUI SOIT BON.
• freins ABS
• moteur 16 soupapes
• lève-glaces électriques

Pour fêter la venue prochaine du printemps, Canbec offre des forfaits de location IRRÉSISTIBLES. Voici pourquoi:

- 1) Meilleurs prix et rachat garanti
- 2) Assurance GAP comprise
- 3) Vaste choix chez le plus important concessionnaire BMW au Canada

659,95 \$* 535 i**
UN SAVANT MÉLANGE DE PERFORMANCE ET DE LUXE
• moteur 208 chevaux
• intérieur gami cuir
• climatisation double

Canbec
4090 OUEST, JEAN TALON 731-7871

Du 26 février au 3 mars, venez admirer les BMW peintes par des artistes célèbres

* Bail de 36 mois. Acompte de 5 000 \$ ou reprise équivalente. Taxes en sus. Valeur résiduelle 11 868 \$. No de stock 10031.
** Bail de 36 mois. Acompte de 5 000 \$ ou reprise équivalente. Taxes en sus. Valeur résiduelle 16 804\$. No de stock 10209.
*** Bail de 48 mois. Acompte de 8 500 \$ ou reprise équivalente. Taxes en sus. Valeur résiduelle 23 571 \$. No de stock 10083.

Le plus grand concessionnaire au Canada



Canbec
4090 OUEST, JEAN TALON 731-7871

Du 26 février au 3 mars, venez admirer les BMW peintes par des artistes célèbres

Le bannissement de l'amiante aux É.-U. ne porterait pas un coup mortel à l'industrie québécoise

MICHEL VAN DE WALLE
de la Presse Canadienne
THETFORD MINES

2. ■ Même si les tribunaux américains devaient donner entièrement raison à l'Environment Protection Agency qui veut bannir complètement l'amiante d'ici 1996, l'industrie québécoise ne s'effondrerait pas du jour au lendemain.

«Le marché serait affecté mais de manière graduelle», affirme Michel Gratton, le directeur général de l'Institut de l'amiante qui conteste cette semaine devant un tribunal américain la proposition de bannissement de l'EPA. «Même si l'on perd sur toute la ligne, il demeurera encore un marché mondial énorme pour l'amiante.»

«Car déjà, la «psychose de l'amiante», pour reprendre les termes du président du syndical national de l'amiante d'Asbestos, Rodrigue Chartier, a fait ses ravages aux États-Unis. Les entreprises québécoises n'exportent plus là-bas qu'une fraction de leur production, soit cinq p. cent chez LAB Chrysotile et environ 10 p. cent chez JM Asbestos contre à peu près 50 p. cent il y a 20 ans. «Il y a un bon bout de dommage qui est déjà fait, de toute manière», constate Gaëtan Rosa, gérant chez JM Asbestos. Il pense d'ailleurs que, même si l'EPA était déboutée, il serait étonnant que les Américains reviennent en arrière et se remettent à utiliser largement l'amiante.

Mais Michel Gratton demeure optimiste. Selon lui, l'EPA n'aurait par exemple pas tenu compte des distinctions de toxicité entre les divers types de fibres d'amiante ou encore de la nocivité potentielle de certains produits substitués.

Amiante-ciment

C'est particulièrement le cas, affirme-t-il, dans le domaine de l'amiante-ciment, largement utilisé pour la fabrication de tuyaux servant à l'alimentation en eau. L'EPA suggère de les remplacer par les tuyaux de PVC ou de fonte ductile tout en reconnaissant, selon l'Institut, que les risques pour ceux qui les fabriquent ou les posent seraient similaires ou équivalents.

Or, selon M. Gratton, environ 85 p. cent des fibres d'amiante exportées servent à la préparation de ciment, à cause de ses propriétés

de résistance à la tension et de ses faibles coûts. «Les substituts coûtent trois ou quatre fois plus cher, signale-t-il. Dans les pays du Tiers-Monde, il est plus économique de faire sur place de tels tuyaux, ce qui permet en plus de créer de l'emploi.»

D'ailleurs, révèle M. Gratton, deux procédures contre l'EPA ont été présentées aux États-Unis, l'une sur l'ensemble des produits d'amiante et une autre, spécifique, sur l'amiante-ciment. «Si on devait emporter au moins une partie du morceau, cela donnerait un nouvel élan (à l'industrie de l'amiante)», affirme M. Gratton.

Depuis trois ans, le niveau global de production demeure autour de 700000 tonnes. En 1991, Clément Bernier, vice-président aux opérations chez LAB Chrysotile, prévoit une diminution d'environ dix pour cent de la production de 315000 tonnes enregistrée en 1990 dans les trois mines gérées dans la région de Thetford Mines. «Ce devrait être la pire année», croit-il, en raison de la récession. Le nombre de travailleurs demeurera à 1400 mais le nombre de semaines d'arrêt de production pourrait augmenter de trois ou quatre cette année, par rapport aux sept à neuf de l'an dernier, selon les mines.

LAB Chrysotile exporte 35 p. cent de sa fibre en Asie, 30 p. cent en Europe, environ 10 p. cent en Afrique et huit pour cent au Moyen-Orient, le reste étant distribué ailleurs.

Effet boule de neige

La crainte principale découlant d'un maintien du bannissement de l'amiante aux États-Unis est l'effet «boule de neige» dans les autres pays.

Un effet direct, selon Michel Gratton: les projets financés par des agences américaines dans le Tiers-Monde devraient se conformer à la position de l'EPA et donc renoncer à utiliser l'amiante.

Et l'effet indirect se produirait auprès des autres pays pour qui l'EPA constitue un modèle à suivre. «Mais il restera toujours certaines quantités d'amiante à vendre dans le monde et les mines québécoises pourraient survivre plus longtemps que d'autres producteurs», croit M. Bernier. D'autant plus que la fibre québécoise est reconnue pour sa qualité, que les installations sont relativement modernes et propres. Rien à voir avec les images de locaux em-

poussiérés d'avant les années 60 et qui étaient responsables des cas d'amiantose, une maladie pulmonaire parfois mortelle.

Dans l'industrie, on est aux aguets. Chez LAB Chrysotile, l'état actuel des gisements permet de fonctionner pendant encore 20 ans. Chez JM Asbestos, la situation est plus corsée. La mine actuelle peut fonctionner encore jusqu'à la fin de 1993 mais il faudra décider cette année d'une éventuelle expansion, dit Gaëtan Rosa. Une étude prévoyant un développement souterrain a cependant été mise de côté parce que trop onéreux.

À Asbestos, on tente depuis quelques années de diversifier le tissu économique. Le commissaire industriel Serge Maillé raconte que l'on a tenté d'intéresser les compagnies de transformation d'amiante aux États-Unis de s'établir ici. Mais elles ont préféré le Mexique, ou la fermeture pure et simple. On a construit des serres pour la culture hydroponique des tomates, créant 50 emplois. Dans les cartables, un projet d'usine de revalorisation des déchets domestiques. Mais il y a loin encore de la coupe aux lèvres puisque, pour être rentable, il faudrait «importer» des déchets. On songe à aller les chercher jusqu'à... Laval.

À Thetford Mines, la situation est moins problématique en cas de nouvelle baisse de la production d'amiante. Les emplois directs, dans ce domaine, ne comptent que pour environ 10 p. cent de l'ensemble. Selon le commissaire industriel Maurice Boulet, plusieurs pme liées au développement minier ont élargi leur marché. Les investissements manufacturiers sont passés de 3,1 millions en 1984 à 28 millions en 1989. Des usines, revendues par la Société nationale de l'amiante, ont été relancées. C'est le cas des anciens locaux du projet mort-né Magnaq, qui ont été rachetés par Granirex pour fabriquer des panneaux agglomérés imitant le marbre. «Nous avons maintenant un tissu manufacturier suffisamment diversifié pour continuer», assure M. Boulet.

Il y a de plus dans le paysage le projet Magnola, de Lavalin et Noranda, destiné à produire du magnésium à partir des résidus de la vieille mine Carey, près de East Broughton. Un projet de 500 millions pour lequel l'étude de marché reste à compléter et qui exigera au moins un autre partenaire.

Fin

Plusieurs compagnies réduisent leurs dividendes ou en reportent le paiement

selon CP
TORONTO

La récession, qui a déjà grugé les profits des entreprises, menace maintenant de saper la confiance des investisseurs, les compagnies n'ayant d'autre choix que de réduire leurs dividendes ou d'en reporter le paiement.

Des sociétés telles Domtar, Standard Trustco ou Stelco sont au nombre des entreprises qui ont déjà dû agir en ce sens. Dom-

tar, par exemple, a annoncé la semaine dernière qu'elle suspendait le versement de ses dividendes trimestriels sur ses actions ordinaires, après avoir enregistré une perte nette de 294 millions pour 1990. Les dividendes continueront toutefois d'être payés sur les actions préférentielles.

Standard Trustco, sérieusement affectée par l'état du marché immobilier, ne versera de dividendes ni sur les actions ordinaires ni sur les actions préférentielles.

Et en septembre dernier, Stelco a dû couper ses dividendes de moitié, les ramenant à 12,5 cents l'action, pour se maintenir à flot durant une grève aggravée par l'effondrement du marché de l'acier.

Cette situation, précisent les analystes, est peu faite pour préserver la confiance des investisseurs, à moins que ceux-ci ne soient convaincus que de telles mesures permettront à la compagnie de retomber sur ses pieds.

NDLR: La Chronique Vos assurances reviendra la semaine prochaine

LE GRAND LUXE ABORDABLE



MERCURY GRAND MARQUIS
Coiteux Lincoln Mercury vous offre la chance d'acheter ou de louer une des meilleures autos nord-américaines. Luxueuse et très confortable, la Grand Marquis 1991 demeure un des meilleurs achats automobile. Avec la récession en cours, nous n'avions pas d'autre choix que de vous offrir le meilleur prix que nous puissions faire.

Exemple: 3 000 \$ comptant
24 mois — 527⁹⁵* 48 mois — 470³⁵⁵*

*Utilisation BAIL. Toutes taxes incluses. Quantité limitée.

Coiteux Lincoln Mercury
5265, rue Papineau
Montréal

RISTORANTE L'AVENURA
Le goût de l'Italie
99, AV. LAURIER OUEST
Rés. 271-3095
(coin Saint Urbain)

Pour une gastronomie italienne recherchée
l'endroit où on se rencontre c'est le seul et unique

Ristorante Giardino
6110, Louis-H. Lafontaine
restaurant-bar par excellence.
Situé à ville d'Anjou
Rés. 351-7656
Vaste stationnement

UN BOLIDE ?




NON... c'est une DODGE STEALTH 1991

2 modèles en stock

- STEALTH RT, 24 VALVES, AUTOMATIQUE
- STEALTH RT, 24 VALVES, MANUELLE

POUR LIVRAISON IMMÉDIATE

LONGUEUIL DODGE CHRYSLER LTÉE
770, ST-CHARLES OUEST (coin Joliette)
Longueuil 674-1571

TOUTES LES VOLVO 1990 SONT MAINTENANT ÉQUIPÉES D'UNE PROTECTION ADDITIONNELLE.

V · I · P
Programme De Protection Prolongée Volvo

En achetant une Volvo 1990 avant mars 1991, vous obtiendrez sans frais une prolongation de garantie.

Ce programme de protection prolongée de Volvo s'appelle le V.I.P.* et il comporte un contrat de service de 5 ans/120 000 km couvrant pratiquement toutes les pièces de votre voiture. Si le but de l'entente entre fabricant et concessionnaires est présentement d'assurer un bon roulement des inventaires 1990, celui du V.I.P. est de vous assurer que votre voiture roulera bien... longtemps!

Allez vite faire un tour chez votre concessionnaire Volvo. Vous avez jusqu'au 28 février pour profiter de notre prolongation de garantie sans frais et réaliser des économies exceptionnelles sur tous nos modèles 1990. L'offre, elle, ne sera pas prolongée!

Allez vite faire un tour chez votre concessionnaire Volvo. Vous avez jusqu'au 28 février pour profiter de notre prolongation de garantie sans frais et réaliser des économies exceptionnelles sur tous nos modèles 1990. L'offre, elle, ne sera pas prolongée!

VOLVO
Une voiture digne de confiance.

CHAMBLY Fort Chamby Automobiles Inc. 830, boul. Perigny 656-8623	DOLLARD-DES-ORMEAUX Jacauto Ltée 3612, boul. Saint-Jean 626-8120	LAVAL Boulevard Saint-Martin Auto Inc. 1430, boul. Saint-Martin 667-4960	MONTRÉAL Up-Town Automobiles Ltée 5055, rue Paré 737-6666
SAINTE-AGATHE DES MONTS Garage Franke Inc. 180, rue Principale (819) 326-4775	SAINT-HYACINTHE Automobiles Chicoine Inc. 855, rue Johnson 771-2305	SAINT-HUBERT Lemenn Automobile Ltée 3839, boul. Taschereau 678-1220	SAINT-JÉRÔME Autoron Inc. 2344, boul. Labelle 436-8211
			SAINTE-LEONARD John Scotti Auto Ltée 4330, rue Jarry est 725-9394

*Voyez votre concessionnaire Volvo pour tous les détails.

Rendement courant:

10.91%

Fondé sur le taux de rendement courant du Fonds en date du 28 janvier 1991.

FONDS MARCHÉ MONÉTAIRE ROYFUND

Donnez-vous le pouvoir de transférer sans frais et à votre guise vos unités RoyFund dans un autre fonds RoyFund ou dans un REER dépôt à terme, tout en optant pour un rendement hors pair.

Plus qu'un simple REER

Pour rencontrer un représentant RoyFund, appelez le: 1-800-363-3967.

Les taux de rendement composés annuels moyens pour les placements d'un et de trois ans prenant fin le 31 décembre 1990 étaient respectivement de 12,70% et de 10,90%. Le rendement passé n'est pas nécessairement garant du rendement futur. Offert par Les Services Fonds Mutuels Banque Royale Inc. par l'entremise des succursales de la Banque Royale au Canada. Les titres RoyFund sont offerts par voie de prospectus seulement, dont on peut obtenir des exemplaires à toute succursale de la Banque Royale au Canada.



LES SERVICES FONDS MUTUELS BANQUE ROYALE INC.

Historique de performance:

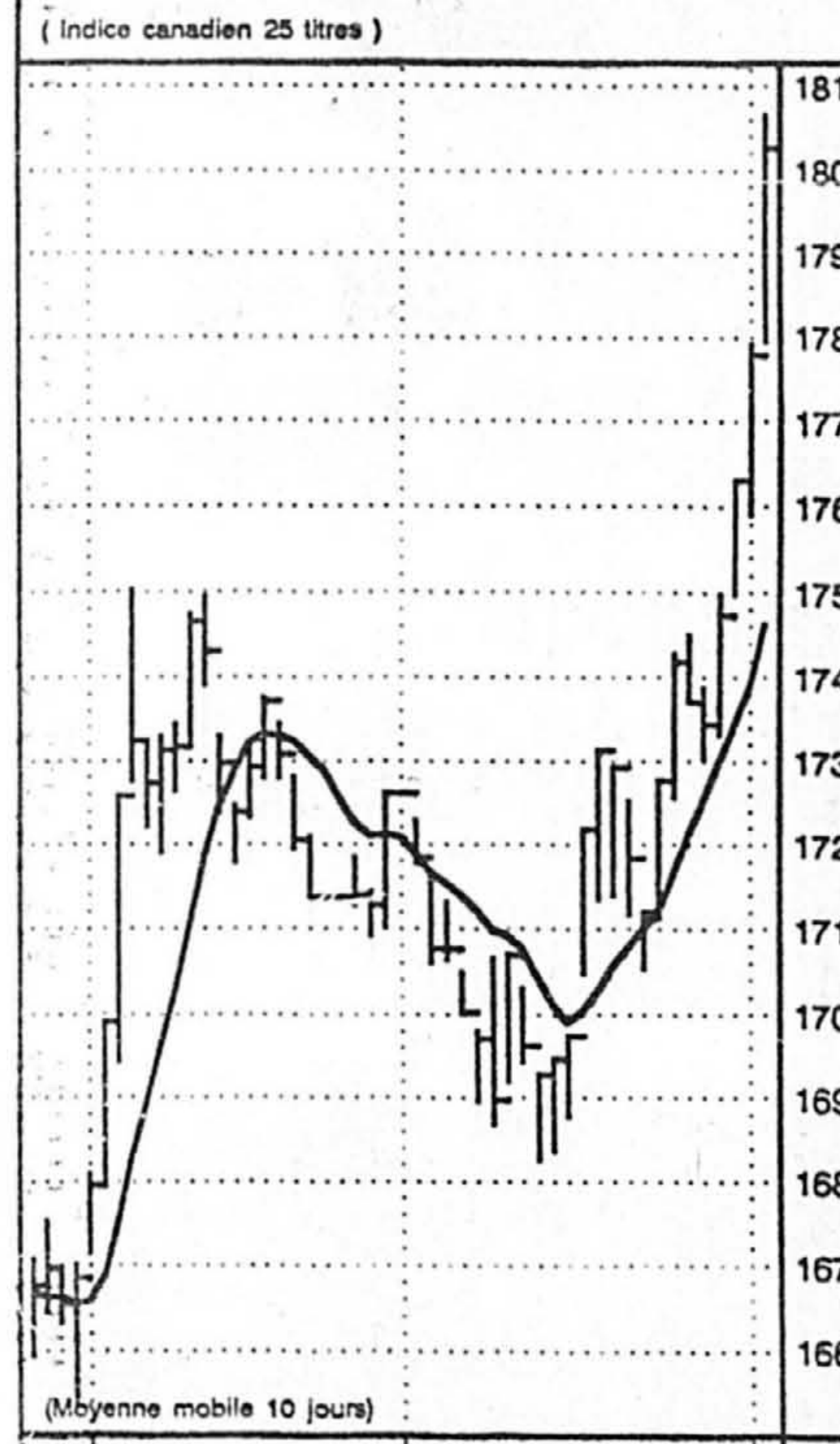
1152%

Historique de performance annuel sur une période de sept jours se terminant le 28 janvier 1991, tenant compte du réinvestissement des revenus.

MONTRÉAL

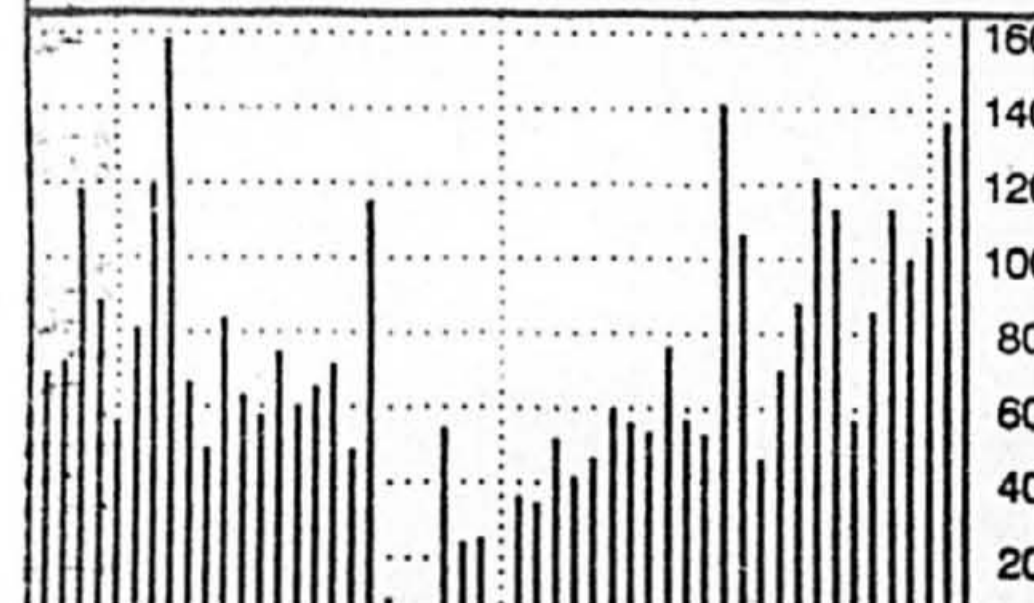
VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ

Haut: 1806.57
Fermeture: 1802.65
Bas: 1779.50



(Moyenne mobile 10 jours)

VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS : 6646000



(Moyenne mobile 10 jours)

INDICES DE MONTRÉAL

Table listing various market indices like MARCHÉ CANADIEN (XXM), MARCHÉ BANCAIRE (XCB), HYDROCARBURES (XCO), etc., with their current values and daily changes.

source: Info-Bourse Inc.

COMMENT LIRE LES COTES DE LA BOURSE

Les titres sont énumérés par ordre alphabétique de noms de compagnies. Seuls apparaissent les titres négociés au cours de la période. La valeur des titres est exprimée en cents sauf si la mention « \$ » apparaît.

Div (1) = Dividende par action sur une base annuelle.
C/B (1) = Cours de l'action divisé par le bénéfice annuel par action.

Ventes = En unités sauf si la mention « h » (centaines) apparaît, pour les Bourses canadiennes. A la Bourse de New York et à l'AMEX, tous les montants sont exprimés en centaines sauf si la mention « z » (unités) apparaît.

Haut = Sommet atteint par le titre au cours de la période.
Bas = Plancher touché par le titre au cours de la période.

Ferm. = Cours à l'arrêt des transactions.
Ch = Variation par rapport au cours de fermeture de la séance précédente (lot régulier).

(1) Données disponibles pour les Bourses américaines seulement.

EXPLICATION DES CODES

- BOURSES DE MONTRÉAL ET TORONTO
p ou o = Titre assujéti à un règlementation spéciale.
v = Action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne.
L = Lot brisé.
Wt ou w = Bon de souscription (Warrant).
u = Unités de capital-actions.
pr = Action privilégiée.

BOURSE DE VANCOUVER

- q = Action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne.
z = Lot brisé.
E = Entreprise commerciale ou industrielle.
y = Entreprise de ressources.

BOURSES DE NEW YORK ET AMEX

- g = Dividende en dollars canadiens
e = Dividende extraordinaire.
t = Dividende en action.
c = Dividende spécial faisant suite à une liquidation.
a = Dividende annuel plus un dividende extraordinaire.
s = Paiement suspendu du dividende.
x = Après fractionnement d'actions.
d = Ex-dividende.
n = Nouveau bas de l'année.
u = Nouveau haut de l'année.
pl = Action privilégiée.
Wt = Bon de souscription.
v = Suspension des transactions.
vi = Situation de faillite.

Volets Ventes Haut Bas Ferm. Net

Table of stock market data for Montreal, organized in columns A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z.

Volets Ventes Haut Bas Ferm. Net

Table of stock market data for New York, organized in columns A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z.



Les propriétaires de la Pizzaiolle sont divisés sur la question de faire, oui ou non, de la publicité pour les célèbres restaurants pendant qu'un de leurs employés attend anxieusement le verdict au bout du fil!

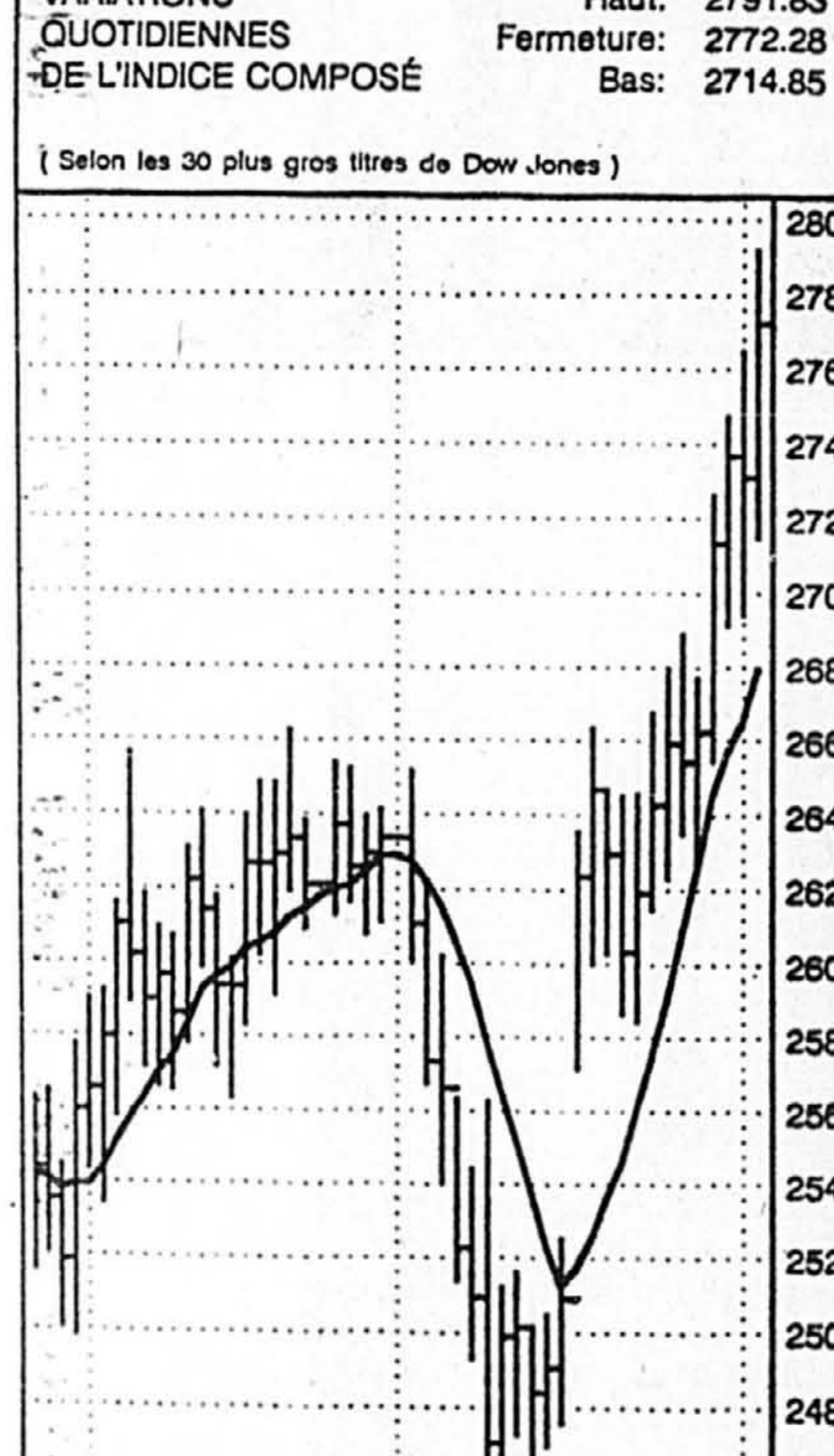
(une histoire à suivre)

Ce n'est pas la publicité qui nous attire à la Pizzaiolle.

NEW YORK

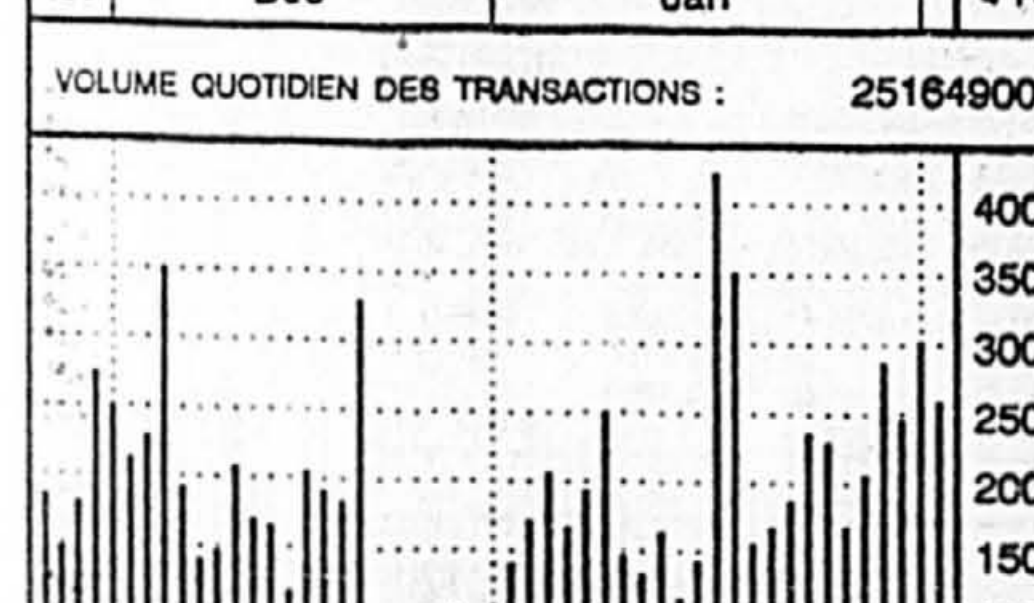
VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ

Haut: 2791.83
Fermeture: 2772.28
Bas: 2714.85



(Selon les 30 plus gros titres de Dow Jones)

VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS : 251649000



(Moyenne mobile 10 jours)

INDICES DE NEW-YORK

Table listing various market indices like COMPOSÉ, INDUSTRIELLES, TRANSPORTS, SERVICES PUBLICS, FINANCE, with their current values and daily changes.

source: Info-Bourse Inc.

Volets Ventes Haut Bas Ferm. Net

Table of stock market data for Montreal, organized in columns A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z.

Volets Ventes Haut Bas Ferm. Net

Table of stock market data for New York, organized in columns A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z.

Volets Ventes Haut Bas Ferm. Net

Table of stock market data for Montreal, organized in columns A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z.

Volets Ventes Haut Bas Ferm. Net

Table of stock market data for New York, organized in columns A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z.

Volets Ventes Haut Bas Ferm. Net

Table of stock market data for Montreal, organized in columns A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z.

Volets Ventes Haut Bas Ferm. Net

Table of stock market data for New York, organized in columns A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z.

Volets Ventes Haut Bas Ferm. Net

Table of stock market data for Montreal, organized in columns A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z.

Volets Ventes Haut Bas Ferm. Net

Table of stock market data for New York, organized in columns A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z.

LA DIVISION INTERNATIONALE À MONTRÉAL (SOCIÉTÉS FRANÇAISES)
Table listing various international companies and their stock prices.

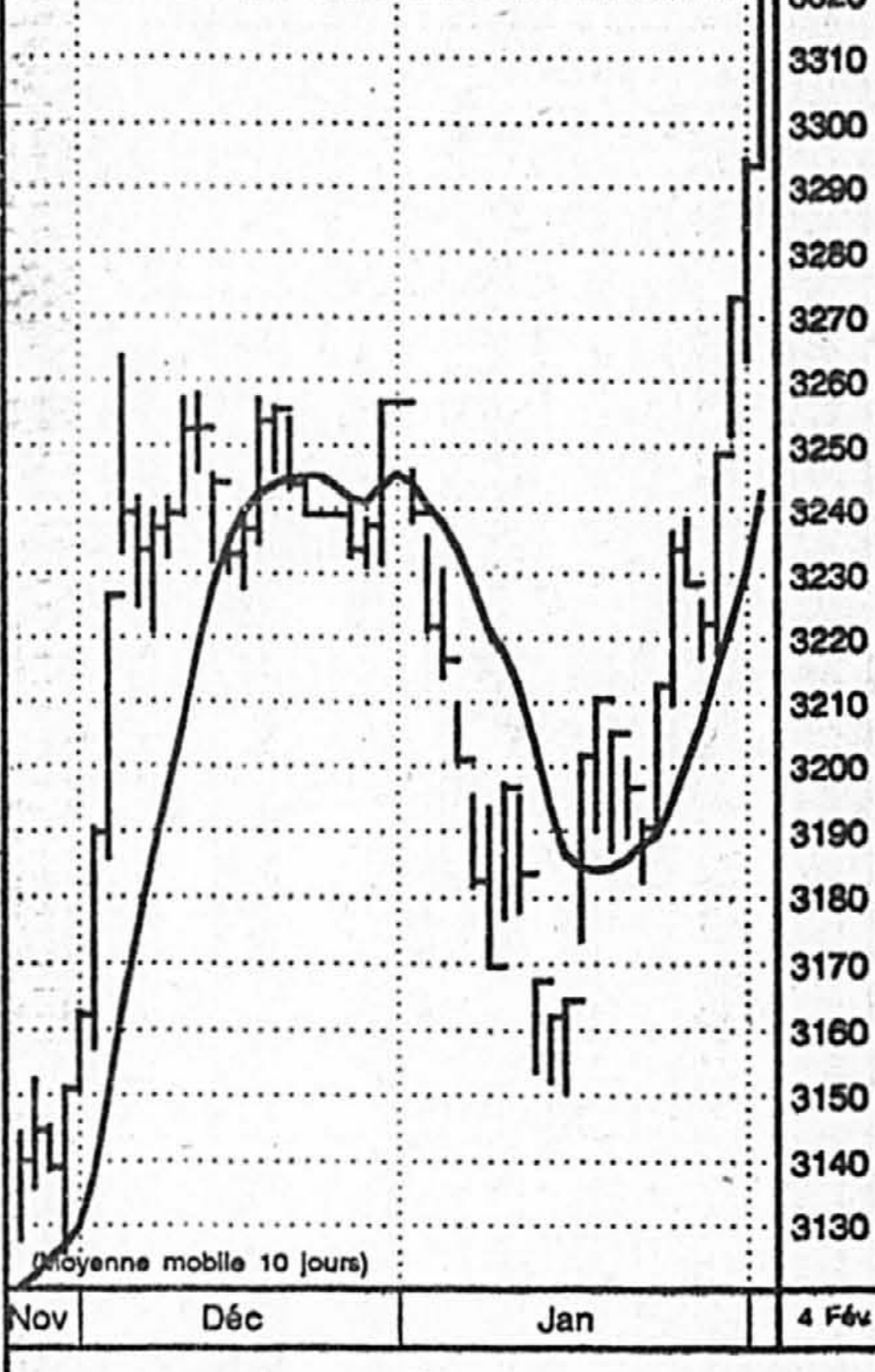
source: Info-Bourse Inc.

suite à la page C 6

TORONTO

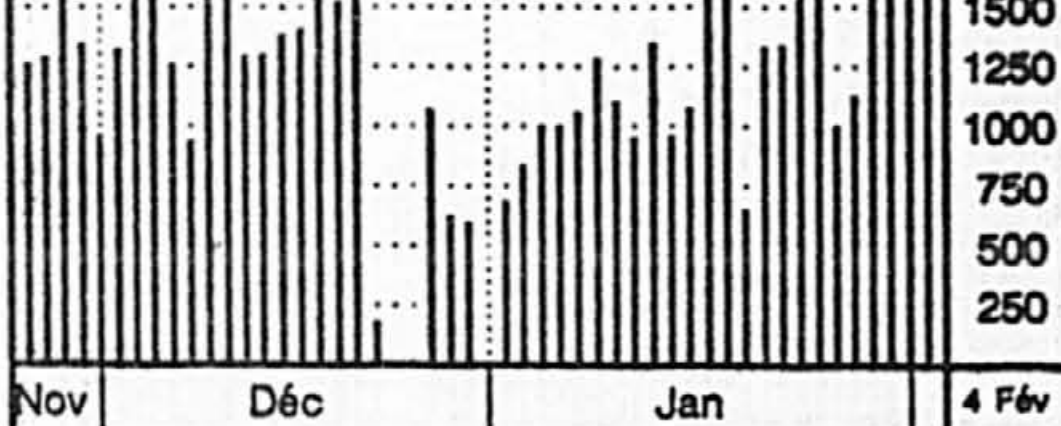
VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ

Haut: 3328.60
Fermeture: 3327.91
Bas: 3294.24



(Séquence mobile 10 jours)

VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 31204000



INDICES DE TORONTO

Table listing various indices such as 300/COMPOSÉ, SERV. FINANCIERS, MINES ET MÉTAUX, etc., with their current values and percentage changes.

source: Info-Bourse Inc.

Table A/B listing stock prices for companies like AGF, Abbr, Acadia, etc.

Table C/D listing stock prices for companies like Alcan, Alcan, Alcan, etc.

Table E/F listing stock prices for companies like Alcan, Alcan, Alcan, etc.

Table G/H listing stock prices for companies like Alcan, Alcan, Alcan, etc.

Table I/J listing stock prices for companies like Alcan, Alcan, Alcan, etc.

Table K/L listing stock prices for companies like Alcan, Alcan, Alcan, etc.

Table M/N listing stock prices for companies like Alcan, Alcan, Alcan, etc.

Table O/P listing stock prices for companies like Alcan, Alcan, Alcan, etc.

Table Q/R listing stock prices for companies like Alcan, Alcan, Alcan, etc.

Table S/T listing stock prices for companies like Alcan, Alcan, Alcan, etc.

Table U/V listing stock prices for companies like Alcan, Alcan, Alcan, etc.

Table W/X listing stock prices for companies like Alcan, Alcan, Alcan, etc.

Table Y/Z listing stock prices for companies like Alcan, Alcan, Alcan, etc.

Table AA listing stock prices for companies like Alcan, Alcan, Alcan, etc.

Table AB listing stock prices for companies like Alcan, Alcan, Alcan, etc.

U Z

Table listing stock prices for companies like Alcan, Alcan, Alcan, etc.

Table listing stock prices for companies like Alcan, Alcan, Alcan, etc.

Table listing stock prices for companies like Alcan, Alcan, Alcan, etc.

Table listing stock prices for companies like Alcan, Alcan, Alcan, etc.

Table listing stock prices for companies like Alcan, Alcan, Alcan, etc.

Table listing stock prices for companies like Alcan, Alcan, Alcan, etc.

Table listing stock prices for companies like Alcan, Alcan, Alcan, etc.

Table listing stock prices for companies like Alcan, Alcan, Alcan, etc.

Table listing stock prices for companies like Alcan, Alcan, Alcan, etc.

VOLUME: 16 400 000
INDICE GÉNÉRAL: FERMETURE 512 83 +4 23

Table listing stock prices for companies like Alcan, Alcan, Alcan, etc.

Table listing stock prices for companies like Alcan, Alcan, Alcan, etc.

Table listing stock prices for companies like Alcan, Alcan, Alcan, etc.

Table listing stock prices for companies like Alcan, Alcan, Alcan, etc.

Table listing stock prices for companies like Alcan, Alcan, Alcan, etc.

Table listing stock prices for companies like Alcan, Alcan, Alcan, etc.

Table listing stock prices for companies like Alcan, Alcan, Alcan, etc.

Table listing stock prices for companies like Alcan, Alcan, Alcan, etc.

Table listing stock prices for companies like Alcan, Alcan, Alcan, etc.

Table listing stock prices for companies like Alcan, Alcan, Alcan, etc.

Table listing stock prices for companies like Alcan, Alcan, Alcan, etc.

Table listing stock prices for companies like Alcan, Alcan, Alcan, etc.

Table listing stock prices for companies like Alcan, Alcan, Alcan, etc.

Table listing stock prices for companies like Alcan, Alcan, Alcan, etc.

Table listing stock prices for companies like Alcan, Alcan, Alcan, etc.

Table listing stock prices for companies like Alcan, Alcan, Alcan, etc.

Table listing stock prices for companies like Alcan, Alcan, Alcan, etc.

Table listing stock prices for companies like Alcan, Alcan, Alcan, etc.

Table listing stock prices for companies like Alcan, Alcan, Alcan, etc.

Table listing stock prices for companies like Alcan, Alcan, Alcan, etc.

Table listing stock prices for companies like Alcan, Alcan, Alcan, etc.

Table listing stock prices for companies like Alcan, Alcan, Alcan, etc.

Table listing stock prices for companies like Alcan, Alcan, Alcan, etc.

Table listing stock prices for companies like Alcan, Alcan, Alcan, etc.

Table listing stock prices for companies like Alcan, Alcan, Alcan, etc.

Les courtiers londoniens ont baissé hier le prix de l'argent de 0,0105 cent américains par rapport à l'ouverture de la veille. Vendre \$3,825. MONTREAL - Handy & Harman évaluait le prix de l'argent canadien à \$4,482 l'once troy. NEW YORK - Handy & Harman évaluait le prix de l'argent américain à \$3,850 l'once troy.

LES DEVISES

Table of exchange rates for various currencies including US Dollar, Canadian Dollar, and others.

LES OBLIGATIONS

Table of government bonds and other securities with their respective yields and prices.

AMERICAINE

Table of American stocks and securities.

FONDS MUTUELS

Table of mutual funds and their performance metrics.

MARCHÉ DES OPTIONS - (Chicago)

Table of options market data for various stocks and indices.

OFFRE ET DEMANDE (TORONTO)

Table of supply and demand for various commodities and goods.

NEW YORK

Table of New York market data including stock prices and indices.

OPTIONS SUR L'OR

Table of gold options market data.

ALBERTA

Table of Alberta market data including oil and gas prices.

MONTREAL

Table of Montreal market data including local stock prices.

OPTIONS SUR L'OR

Table of gold options market data.

ALBERTA

Table of Alberta market data including oil and gas prices.

LA BOURSE DE TOKYO

Table of Tokyo stock market data including Nikkei index and various stock prices.

DOLLAR

Text regarding the dollar and its value.

LES METAUX

Text regarding metal prices and markets.

LES METAUX

Text regarding metal prices and markets.

LA BOURSE DE TOKYO

Text regarding the Tokyo stock market.

LE PÉTROLE

Table with 3 columns: Location (NEW YORK, LONDRE, VINDRE), Price, and Unit. Includes items like Saudi Arabian Light, North Sea Brent, West Texas Intermediate.

TITRES AU COMPTOIR (de Montréal)

Table with 4 columns: Valeurs, Ventes, Haut, Bas. Lists various stock values and trading volumes.

INDICES STANDARD & POOR DES OPTIONS DE CHICAGO

Table with 4 columns: Option et prix, Fév. Mars, Fév. Mars. Shows option prices for various indices.

MINES ET PÉTROLES (OFFRE ET DEMANDE À TORONTO)

TORONTO (PC) — Les cotations sur les titres au comptoir (mines et pétroles), fournies par l'Association des courtiers de l'Ontario.

Large table listing various stock prices and trading volumes for mining and oil companies in Toronto.

TITRES AU COMPTOIR (DE TORONTO)

TORONTO (PC) — 4 février les actions transigées sur titres inscrits au comptoir fournies par l'Association des courtiers en valeurs mobilières du Canada sous l'autorité de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario.

Table with 4 columns: Valeurs, Ventes, Haut, Bas, Ferm. Net. Lists Toronto stock market data.

CONTRATS À TERME DE TITRES FINANCIERS

Table with 4 columns: Valeurs, Ventes, Haut, Bas, Ferm. Net. Lists financial derivatives contracts.

CONTRAT À TERME SUR OBLIGATIONS DU GVT DU CANADA

Table with 4 columns: Valeurs, Ventes, Haut, Bas, Ferm. Net. Lists Canadian government bond futures.

Guerre du Golfe: peu d'impact sur l'industrie québécoise

SUITE DE LA PAGE C 1

des prévisions tant que le rôle du Canada dans cette guerre ne sera pas définitivement arrêté. SNC, propriétaire des sociétés Arsenaux Canadiens et Industriel Valcartier, au Québec, a un carnet de commandes rempli pour 12 à 18 mois.

À défaut de récentes demandes de munitions, il présume que le ministère de la Défense nationale, dont SNC est le principal fournisseur (90 p. cent de ses contrats), en dispose en quantité suffisante. Il rappelle que le Canada ne compte que 1800 militaires sur place, engagés surtout dans les airs. Le Canada n'y a pas de troupes terrestres dans le Golfe.

Outre les munitions, SNC fabrique aussi des masques à gaz, requis au Proche-Orient à cause de la menace de Saddam Hussein de recourir aux armes chimiques. En décembre, la firme a reçu un contrat du ministère de la Défense pour plusieurs milliers de masques à gaz, mais M. Racine assure hier que ce contrat n'était pas lié au conflit.

La société Anachemia Inc., seule firme canadienne spécialisée dans la détection des produits chimiques militaires, n'a pas obtenu de contrat associés aux hostilités et n'en prévoit pas. Un porte-parole de la firme, qui préfère garder l'anonymat, a précisé que la compagnie fabrique un papier qui détecte les produits chimiques liquides. Il s'agit d'un produit fait sur demande.

La compagnie fait affaires depuis plusieurs années avec les gouvernements américain et canadien. Le porte-parole a reconnu que l'entreprise a reçu des demandes, mais il a affirmé qu'elles n'ont aucun lien avec la guerre. Il ne prévoit aucune demande additionnelle à moins d'une baisse d'inventaires chez les forces américaines ou canadiennes. Il juge qu'il en ont assez pour deux ans environ. Le produit se conserve bien et a une durée de vie sur les tablettes d'environ trois ans.

Marconi, CAE et Oerlikon. Chez Marconi, qui fabrique notamment des systèmes de radar, on n'a pas reçu de nouveaux contrats en marge de la guerre et on n'en attend pas. Janta Dvornick, directrice des communications, a expliqué que les Forces canadiennes utilisent déjà du matériel de Marconi, soit un système de radar sur le destroyer Terra Nova. De plus les CF-18 et les hélicoptères Sea King comportent des systèmes de navigation de bord fabriqués par Marconi.

CAE Electronics n'entrevoit pas non plus de contrat relié au conflit. L'entreprise fabrique des simulateurs de vol, notamment pour les CF-18, qui servent à l'entraînement des pilotes.

La firme Oerlikon fournit des systèmes de défense anti-aérienne aux gouvernements américain et canadien. Selon Christiane Beaulieu, il s'agit de contrats signés en 1985 et 1987. Le Canada a reçu jusqu'à présent huit systèmes ADAT sur une commande de 36, à être livrés d'ici mars 1992. Les États-Unis en disposent de quatre et quatre autres sont en fabrication pour livraison dans les mois à venir. La demande de ce genre de système pourrait croître, mais à court terme, l'entreprise ne prévoit pas une avalanche de commandes.

Même scénario chez Canadair qui ne s'attend pas à des retombés du conflit dans le golfe. Les contrats en vigueur avec la Défense nationale pour le support logistique et pour des réparations majeures datent de 1986 et ont été renouvelés en 1990.

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS - ENCANS

Advertisement for 'VILLE DE SAINT-LÉONARD' featuring 'COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES' and 'APPEL D'OFFRES' for public utility services.

Suite des Avis légaux, Appels d'offres, Soumissions et Encans en pages E 8

RAPPORT FINANCIERS EXPRESS

Table with 4 columns: COMPAGNIES, PROFITS (PERTES) (\$000), REVENUS BRUTS (\$000). Lists financial performance for various companies like Shesher Indus, BT Financial, Alberta Natural Gas, etc.

OPTIONS TRANS-CANADA (transigées)

Large table listing various stock options and their trading volumes across different markets.



La bourse en bref

MONTREAL

Table with 2 columns: Lundi, Vendredi. Shows Montreal stock market volume and trends.

TORONTO

Table with 2 columns: Lundi, Vendredi. Shows Toronto stock market volume and trends.

NEW-YORK

Table with 2 columns: Lundi, Vendredi. Shows New York stock market volume and trends.

FAITS SAILLANTS:

Table with 2 columns: Lundi, Vendredi. Lists key market facts for Montreal, Toronto, and New York.

VALEURS LES PLUS ACTIVES

Table with 4 columns: Valeurs, Ferm., Var. Lists the most active stocks in Montreal, Toronto, and New York.

INDICES DOW JONES

Table with 4 columns: Ov., Haut, Bas, Var. Lists Dow Jones index values for Montreal, Toronto, and New York.

INDICES NASDAQ

Table with 4 columns: Volume, Lundi, Vendredi. Lists NASDAQ index volume and trends.

INDICES STANDARD & POOR'S

Table with 4 columns: Ov., Haut, Bas, Var. Lists Standard & Poor's index values.

PROPOSITIONS D'AFFAIRES...

Advertisement for 'FAX' and '705 HYPOTHEQUES' services, including contact information and details about real estate and financial services.

Les taux d'intérêt

DATES D'ASSEMBLÉE

Données fournies par la société émettrice par l'entremise de LA CAISSE CANADIENNE DE DÉPÔT DE VALEURS LIÉES

*Modifications aux renseignements déjà publiés.
A = annuelle; S = spéciale; G = générale;
X = supplémentaire; E = extraordinaire.

Raison sociale	Date insc.	Date d'ass.	Type d'ass.
Alberta Hotel Development Corp.	18 fév.	25 mars	AG
Alcan Aluminum Ltd.	6 mars	25 avril	AG
Amesite Resources Ltd.*	21 déc.	21 fév.	A
Arvida Video Incorporated	21 fév.	27 mars	A
Buick's Industries Inc.*	13 fév.	21 mars	AGS
British Columbia Telephone Co.	26 fév.	11 avril	AG
BGM Diversified Energy Inc.	22 fév.	5 avril	AG
S&D Enterprises Ltd.	20 fév.	28 mars	AG
Cams Termes Nones*	13 fév.	20 mars	AG
Caribon Mining Corporation	19 fév.	26 mars	A
Can Pro Development Ltd.	15 fév.	27 mars	AG
Canada Food Ltd.	14 fév.	21 mars	A
Compagnie Matco Mart Inc.*	5 fév.	13 mars	AG
Compagnie Pétrolière Impériale	15 mars	22 avril	AG
Con. H.C. Holdings Corporation	21 fév.	28 mars	AG
Cons. Westrex Development	13 fév.	20 mars	AG
Desert Gold Resources Ltd.	15 fév.	22 mars	AG
Enbridge Resources Corp.*	annulée		
Enbridge Resources Corp.*	annulée		
Euron Resources Ltd.	22 fév.	2 avril	AG
Ferret Resources Corp.	27 fév.	5 avril	AG
Fining Ltd.	11 mars	19 avril	AG
Freightliner Corporation	19 fév.	28 mars	A
Fond International Landmark	21 fév.	28 mars	S
Fonds Canadien Landmark	21 fév.	28 mars	S
Fonds Canadien Landmark	21 fév.	28 mars	S
Fonds American Landmark	21 fév.	28 mars	S
Geraldton Longac Gold Inc.	27 fév.	5 avril	AG
Gold Ridge Resources Inc.	1er mars	18 avril	AG
Gold Ridge Resources Inc.	13 fév.	28 mars	AG
Groupe Visiontronic Inc.	18 fév.	27 mars	AG
Gulfstream Resources Cda Ltd.	21 fév.	28 mars	A
H.S. Global Lanes Service Ltd.	13 fév.	28 mars	AG
Hankin Atlas Industries Ltd.	31 jan.	28 mars	AG
Hardrock Extension Ltd.	27 fév.	5 avril	AG
Horseshoe Gold Mining Inc.	22 fév.	28 mars	A
Hudson Bay Mining & Smelting	12 mars	21 avril	AG
Iron King Mines Inc.	25 fév.	15 avril	AG
Koola Krete Inc.*	23 jan.	27 fév.	AG
Landmark Sh. Term Interest Fund	21 fév.	28 mars	S
Laramie Resources Ltd.	27 fév.	5 avril	AG
Lavery Red Lake Resources Inc.	27 fév.	3 avril	AG
Les Industries Amco Libe	28 fév.	3 avril	AG
Les Industries Arcorp Inc.*	25 jan.	18 mars	AG
Link Resources Inc.	8 fév.	22 mars	AG
Logibec Groupe Informatique L.	18 fév.	27 mars	AG
McFrey Red Lake Mines Ltd.	22 fév.	10 avril	AG
Melvedere Corp. Limited	22 fév.	28 mars	AG
National Gold & Nickel Res.*	30 jan.	11 mars	A
Nevada Goldfields Corporation	18 fév.	25 mars	AG
Newfoundland Telephone Company	18 fév.	8 avril	AG
Newtel Enterprises Limited	6 mars	11 avril	A
Noranda Forest Inc.	8 fév.	9 avril	A
Northside Resources Ltd.	18 fév.	25 mars	AG
Omnicore Digital Ltd.	20 fév.	28 mars	AG
Omnicore Digital Ltd.	20 fév.	28 mars	AG
Oroline Resources Limited	18 fév.	4 avril	A
Oroline Resources Corp.	22 fév.	29 mars	AG
Pan-American Minerals Corp.	19 fév.	27 mars	AG
Platinas Energy Inc.	1er mars	18 avril	AG
Poco Resources Ltd.	5 mars	22 avril	AG
PWA Corporation	11 mars	2 mai	AG
Rat Int'l (Marketing) Ltd.	19 fév.	26 mars	AG
Resources Minerals Riddison I	13 fév.	22 mars	AG
Royal Tractor Limited	22 fév.	8 avril	AG
Sabina Resources Limited	22 fév.	17 avril	AG
Scapree Investment Counsel Ltd.	26 fév.	3 avril	AG
Senn D.C. Inc.	24 jan.	28 fév.	S
Sidewinder Conversions Int'l I	11 fév.	21 mars	A
Sigma Science Limited	25 fév.	3 avril	AG
Telus Corporation	12 avril	20 mai	AG
Tobac Resources Ltd.	17 fév.	28 mars	AG
Transalta Utilities Corp.	22 mars	10 mai	A
Trustco General Du Canada*	28 fév.	4 avril	AGS
United Petroleum Ltd.	15 fév.	22 mars	AG
Westward Explorations Ltd.	18 fév.	28 mars	AG
Wharf Resources Ltd.	15 mars	8 mai	AG
Wild Horse Industries Inc.	20 fév.	27 avril	A

Intérêts quotidiens	Dépôt à court terme						Dépôt à terme					Certificats garantis					Prêts personnels		Hypothèques résidentielles					Hypothèques commerciales							
	Epargne stable		DÉPÔT min(\$)	30-59 j.	60-89 j.	90-119 j.	120-179 j.	180-269 j.	270-364 j.	DÉPÔT min(\$)	1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	DÉPÔT min(\$)	1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	% min.	1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	1 AN	3 ANS	5 ANS	
BANQUES																															
CIBC	6.25	6.00	5000	7.50	7.50	7.50	7.75	7.75	1000	8.50	8.50	8.50	8.50	8.50	1000	9.50	9.75	9.75	9.75	9.75	12.75	15.25	11.75	12.00	12.00	12.00	12.00	11.75	—	—	—
COMM. ITALIENNE	7.00	6.75	5000	9.00	9.00	9.05	9.05	9.05	1000	9.95	9.80	9.80	9.80	9.80	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
CREDIT SUISSE	—	—	100000	10.61	10.38	10.06	—	9.18	—	100000	8.90	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
FED. CAISSE POP. (Qué.)	5.75	5.25	3000	8.00	8.50	8.50	8.50	8.75	1000	9.25	9.25	9.25	9.25	9.25	1000	9.75	9.75	9.75	9.75	9.75	12.25	11.75	12.00	12.00	12.00	12.00	11.75	—	—	—	
FED. CAISSE POP. (Mt)	6.25	6.00	5000	7.50	7.50	7.50	8.50	8.50	1000	8.75	—	—	—	—	1000	9.75	9.75	9.75	9.75	9.75	13.50	11.75	11.75	11.75	11.75	11.75	11.75	—	—	—	
LA FINANCIERE	—	—	2500	8.25	8.25	8.25	9.00	9.25	1000	9.00	9.00	9.25	9.25	9.25	1000	9.75	9.75	10.00	10.00	10.00	13.00	11.75	11.75	11.75	11.75	11.75	—	—	—	—	
LAURENTIENNE	6.25	6.00	3000	7.50	7.50	7.50	7.75	7.75	1000	9.50	9.50	9.50	9.50	9.50	1000	9.75	9.75	10.00	9.75	9.75	12.75	11.75	12.00	12.00	12.00	11.75	—	—	—	—	
LEUMI (Can.)	6.75	6.25	5000	8.50	8.45	8.15	7.75	7.60	1000	8.50	8.50	8.50	8.50	8.50	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
HONG KONG (Can.)	—	7.00	5000	8.25	8.25	8.25	8.50	8.50	5000	9.25	9.25	9.25	9.25	9.25	5000	9.75	9.75	9.75	9.75	9.75	—	11.75	11.75	11.75	11.75	11.75	12.00	12.00	12.00	—	
MONTRÉAL	6.25	6.00	5000	7.50	7.50	7.50	7.75	7.75	1000	8.75	8.50	8.50	8.50	8.50	1000	9.50	9.75	9.75	9.75	9.75	12.00	11.50	12.00	12.00	12.00	11.70	—	—	—	—	
NATIONALE	6.50	6.25	5000	7.50	7.50	7.50	7.75	7.75	1000	9.25	9.00	9.00	9.00	9.00	1000	9.75	9.75	10.00	10.00	10.00	13.75	11.75	11.75	11.75	11.75	11.75	—	—	—	—	
NATIONALE DE GRECE	5.75	5.00	5000	9.50	9.75	10.00	10.00	9.75	—	—	—	—	—	—	1000	10.00	10.25	10.25	10.25	10.25	15.00	11.75	12.00	12.25	12.25	12.25	—	—	—	—	
NOUVELLE ECOSSE	6.50	6.75	5000	7.50	7.50	7.50	7.75	7.75	1000	9.00	8.75	8.75	8.75	8.75	1000	9.75	9.75	9.75	9.75	9.75	12.25	11.75	12.00	12.00	12.00	11.75	—	—	—	—	
REP. NAT. N.Y. (Can.)	—	—	25000	9.65	9.40	9.20	9.20	8.40	25000	8.30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
ROYALE	6.50	6.25	5000	7.50	7.50	7.50	7.75	7.75	500	9.25	9.00	9.00	9.00	9.00	500	9.50	9.75	9.75	9.75	9.75	12.25	11.50	12.00	12.00	12.00	11.75	11.75	12.25	12.25	12.25	—
TORONTO DOMINION	7.00	6.50	5000	7.50	7.50	7.50	7.75	7.75	1000	8.75	8.50	8.50	8.50	8.50	1000	9.75	9.75	9.75	9.75	9.75	—	11.75	12.00	12.00	12.00	11.75	12.00	12.25	12.25	12.25	—
FIDUCIARIES																															
BONAVENTURE TRUST	—	—	5000	9.50	9.38	9.25	9.25	9.13	—	—	—	—	—	—	1000	10.13	10.00	10.00	10.00	10.00	—	11.75	11.75	11.75	11.75	11.75	—	—	—	—	—
CANADA TRUST	7.50	6.25	5000	9.50	9.50	9.50	9.50	9.50	—	—	—	—	—	—	1000	9.75	9.75	9.75	9.75	9.75	11.75	11.50	12.00	12.00	12.00	11.50	11.50	12.00	12.00	11.50	—
CANADIENNE ITALIENNE	6.00	—	5000	8.00	8.00	8.00	8.50	9.00	—	—	—	—	—	—	1000	9.50	9.75	10.00	10.00	10.00	13.00	11.75	—	—	—	—	—	—	—	—	—
CENTRAL GUARANTY	6.50	6.25	5000	9.50	9.50	9.50	9.50	9.25	—	—	—	—	—	—	500	9.75	10.00	10.00	10.15	10.00	12.75	11.75	12.00	12.00	12.00	11.70	12.00	12.25	11.95	—	—
FIDUCIE CONFEDERATION	—	9.05	5000	10.25	10.25	10.05	10.05	10.05	—	—	—	—	—	—	1000	10.25	10.00	10.00	10.00	10.00	—	12.00	12.00	12.00	12.00	12.00	—	—	—	—	—
FIDUCIE DESJARDINS	—	6.25	5000	9.50	9.50	9.50	9.50	9.50	—	—	—	—	—	—	1000	9.75	10.00	10.00	10.00	10.00	—	12.00	12.00	12.00	12.00	12.00	12.25	12.25	12.25	—	—
FIDUCIE SUN LIFE	—	—	10000	10.00	10.00	9.75	9.50	9.50	—	—	—	—	—	—	1000	9.75	10.13	10.13	10.13	10.13	—	11.50	12.00	12.00	12.00	11.75	—	—	—	—	—
FIDUCIE FIRST CITY	—	—	5000	9.50	9.50	9.50	9.50	9.50	—	—	—	—	—	—	500	10.00	10.00	10.00	10.00	10.00	—	—	—	—	—	—	12.00	12.00	11.88	—	—
GUARDCOR	—	—	3000	10.00	10.00	9.75	9.75	9.75	—	—	—	—	—	—	1000	10.00	10.00	10.00	9.75	9.75	—	11.50	11.50	11.50	11.50	11.50	11.75	11.75	11.75	—	—
GUARDIAN	—	—	3000	10.00	10.00	9.75	9.75	9.75	—	—	—	—	—	—	1000	10.00	10.00	10.00	9.75	9.75	—	11.50	11.50	11.50	11.50	11.50	11.75	11.75	11.75	—	—
LA METROPOLITAINE	—	—	5000	10.00	10.00	10.00	10.00	10.00	—	—	—	—	—	—	1000	10.00	10.00	10.00	10.00	10.00	—	—	—	—	—	—	11.75	12.00	12.00	—	—
MONTRÉAL TRUST	6.00	6.75	5000	9.75	9.75	9.50	9.50	9.50	—	—	—	—	—	—	500	10.00	10.00	10.00	10.00	10.00	—	11.75	11.75	11.75	11.75	11.75	11.75	11.75	11.75	11.75	—
MORGAN	—	—	5000	10.13	10.13	10.13	10.13	10.25	—	—	—	—	—	—	500	10.25	10.13	10.25	10.25	10.25	—	11.75	12.00	12.00	12.00	12.00	—	—	—	—	—
SOC. D'ÉPARGNE MONTEREGIE	5.50	—	5000	9.50	9.50	9.50	9.50	9.50	—	—	—	—	—	—	1000	9.75	9.75	9.75	9.75	9.75	12.25	11.75	11.75	11.75	11.75	11.75	13.25	13.25	—	—	—
SOC. NAT. DE FIDUCIE	—	—	2000	9.50	9.50	9.50	9.50	9.50	—	—	—	—	—	—	500	10.00	10.00	10.00	10.00	10.00	—	11.75	11.75	11.75	11.75	11.75	12.00	12.00	12.00	—	—
TRUST CAPITAL	—	5.25	5000	10.25	10.13	10.13	10.00	10.00	—	—	—	—	—	—	500	10.25	10.00	10.00	10.00	10.00	—	11.75	11.75	11.							